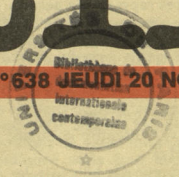


le monde heβδο Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

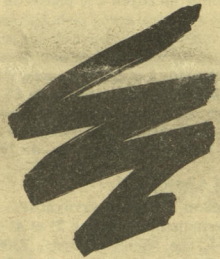
adhérente à l'I.F.A.

N°638 JEUDI 20 NOVEMBRE 1986 8,00 F



NOUVEAU DÉMENTI DE CHIRAC

Je ne suis pas Premier ministre !



ÉDUCATION

Après l'élitisme républicain, du nouveau dans la hiérarchie pour les directeurs.

PAGE 5

PROCRÉATION

Rapports difficiles entre amour et argent...

PAGE 6

JUSTICE

Lettre ouverte de Serge Livrozet contre l'acharnement judiciaire.

PAGE 7

ÉCONOMIE

En finir avec l'arme libérale du chômage comme régulation économique !

PAGE 12

F°P. 2520

communiqués éditions

• PARIS

Le Comité de soutien aux réfractaires reprend ses permanences, tous les premiers samedis de chaque mois, de 14 h à 16 h, à la librairie du Monde libertaire. Contact et infos au répondeur antimilitariste : (16.1) 43.03.62.03.

LES ULIS

Le groupe Emile-Pouget vous informe que tous les vendredis, de 20 h à 21 h 30, vous pouvez entendre les anarchistes sur Radio-Village (103.8 MHz).
Vente du « Monde libertaire » au marché des Ulis tous les dimanches, assurée par le groupe Emile-Pouget.

• TOURNON

La liaison F.A. de Tournon et des sympathisants animent une émission de radio tous les 1^{er} et 3^e mercredis de chaque mois, de 18 h à 19 h, sur Radio-Mega (Valence), 99.2 MHz. L'émission s'appelle « Antidote : chronique libertaire ». A chaque diffusion, nous traitons un thème différent avec, au début de l'émission, un rapide tour d'horizon sur l'actualité.

• LILLE

Thèmes des prochaines émissions de la Voix sans maître (tous les vendredis, de 21 h à 23 h, sur Radio Campus 99.6 MHz) : le 21 novembre, Artisans du monde ; le 28, Sahara occidental ; 5 décembre, Résistance internationale des femmes à la guerre ; et le 12, Science-fiction et politique.

• MONTROUGE

Depuis novembre, Montrouge est noir ! « Montrouge-noir », c'est en effet le nom du nouveau groupe de la Fédération anarchiste qui vient de se créer dans les Hauts-de-Seine. Parmi ses activités, la vente du « Monde libertaire » sur les marchés de Montrouge. Dès maintenant, pour tout contact, écrivez-nous à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Salutations libertaires.

• DIJON

Le groupe de Dijon a le plaisir de vous annoncer l'ouverture de son local au 61 de la rue Jeannin à Dijon, le mardi 2 décembre. Vous trouverez sur place un large éventail de la presse libertaire, ainsi que de nombreux ouvrages sur l'anarchisme. Les permanences se dérouleront le mardi, de 18 h à 20 h, et le samedi de 15 h à 18 h.
D'autre part, nous continuons nos émissions sur Radio Dijon-Campus (100.2 MHz), « A boulets noirs », le mardi tous les quinze jours, de 19 h 15 à 20 h.

• CHAMBÉRY

La liaison « Région savoyarde » de Chambéry assurera des permanences chaque 2^e et 4^e samedi de chaque mois au 504, rue Nicolas-Parent, 73000 Chambéry (bât. du fond, 1^{er} étage, à droite), de 16 h à 19 h.

• POITIERS

Le groupe Berkman vient d'acquiescer un local. Des permanences libertaires s'y tiennent tous les mercredis et les 1^{er} et 3^e samedis du mois, de 15 h à 19 h. Un rayon librairie et une bibliothèque de prêt sont ouverts. Adresse du local : 6, rue des Flageolles, 86000 Poitiers.

• LILLE

Le groupe de Lille informe qu'il vend le « Monde libertaire » le vendredi, de 17 h 30 à 18 h 30, devant la gare S.N.C.F., et le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30 sur le marché Wazemmes (côté rue Racine).

• AFFICHE

L'administration et les relations intérieures de la Fédération anarchiste viennent d'éditer une affiche en soutien au « Monde libertaire », disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris, au prix de 0,60 franc l'unité (au-dessus de 50 exemplaires).



• MATÉRIEL

Le groupe « Région toulonnaise » diffuse le matériel suivant : brochures — étoile noire et noire et rouge : 12 F pièce (port compris) et 8, 50 F à partir de 10 ex. ; deux mains brisant un fusil : 11 F pièce (port compris) et 7 F à partir de 10 ex. — et cassette — « Chansons anarchistes internationales », durée 1 h, prix : 55 F (port compris). Chèque à l'ordre de Bruno Nappi, à adresser au C.E.C.L., Immeuble Lamer, rue Montébello, 83000 Toulon.

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

« Alternative libertaire 49 » n°9 vient de paraître. Journal local édité par le groupe F.A. d'Angers, on peut se le procurer contre 2,20 francs en timbre à l'adresse suivante : groupe F.A., 8, rue de Buffon, 49000 Angers.
On peut désormais s'abonner à « Alternative libertaire 49 » : 20 F pour quatre numéros. Chèque à l'ordre de A.D.E.I.R.

• « LA FEUILLE »

Un nouveau numéro de « La Feuille », édité par le groupe Paris-XV^e, vient de paraître. On peut se le procurer gratuitement à la librairie du Monde libertaire. Pour envoi, prévoir 2,20 francs en timbre.



Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h, 145, rue Amelot, 75011 Paris (M^o République) Tél. : (16.1) 48.05.34.08.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPE

Aisne : Anizy-le-Château — Allier : Moulins — Ardèche : Aubenas — Bouches-du-Rhône : Marseille — Charente : Angoulême — Charente maritime : Marenes/Rochefort — Côte-d'Or : Dijon — Doubs : Besançon — Eure-et-Loire : Chartres — Finistère : Brest — Gard : Groupe du Gard — Haute-Garonne : Toulouse — Gironde : Bordeaux (trois groupes) — Hérault : Béziers — Ille-et-Vilaine : Rennes — Indre-et-Loire : Tours — Loire : Saint-Etienne — Lot-et-Garonne : Agen — Maine-et-Loire : Angers, Saumur — Manche : Cherbourg — Moselle : Metz — Nord : Lille, Dunkerque — Oise : Beauvais — Orne : Flers/La Ferté-Macé — Pas-de-Calais : Boulogne, Lens — Pyrénées-Orientales : Perpignan — Seine-Maritime : Dieppe, Le Havre, Rouen — Somme : Amiens — Var : Groupe Région-toulonnaise — Vienne : Poitiers — Yonne : Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice — Ardèche : Tournon — Ardennes : Charleville-Mézières — Aveyron : Sainte-Affrique, Millau — Bouches-du-Rhône : Aix-en-Provence — Charente-Maritime : Saintes — Cher : Vierzon — Corse : Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — Côte-du-Nord : Saint-Brieuc — Doubs : Haut-Doubs — Gironde : Saint-Médard-en-Jalles — Hérault : Montpellier — Ille-et-Vilaine : Saint-Malo — Isère : Bourgoin-Jallieu — Jura : Roche-lez-Beaupré — Loiret : Montargis — Loir-et-Cher : Blois — Mayenne : Laval — Morbihan : liaison du Morbihan — Nord : Douai — Oise : Noyon — Bas-Rhin : liaison du Bas-Rhin — Savoie : Chambéry — Tarn : Albi — Var : Hyères, La Seyne-sur-Mer — Vendée : La Roche-sur-Yon — Vosges : liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPE

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1^{er}, 5^e, 9^e, 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — Yvelines : Conflans-Sainte-Honorine, Rambouillet, Versailles — Essonne : Vallée de Chevreuse — Hauts-de-Seine : La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony, Montrouge — Seine-Saint-Denis : Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Montreuil/Bagnolet, Sevran/Bondy — Val-de-Marne : Créteil — Val-d'Oise : Argenteuil/Colombes.

• LIAISONS

Banlieue : Val-d'Oise : Sarcelles.

débats

• TOURS

Le groupe de Tours organise un meeting sur le thème « Les libertés en faillite », mercredi 26 novembre, à 20 h, à la Faculté des Lettres, 3, rue des Tanneurs (amphi. C).

• PARIS

Le groupe de Paris XV^e organise mercredi 3 décembre, à 20 h 30, une réunion-débat sur le thème : « Droite et gauche cohabitent, nos libertés en faillite ! » avec Jacky Toublet. Salle du patronage laïque, 72, avenue Félix-Faure, Paris XV^e (M^oBouicaut).

• MARSEILLE

Le groupe libertaire de Marseille organise du 4 octobre au 29 novembre une série de débats-vidéo. Ces activités ont lieu au local du groupe, 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille.
Samedi 29 novembre, à 14 h, film vidéo « Ecoutez Eugène Bizeau ». Vous trouverez sur place : bibliothèque, boutique et... boissons. Participation : 15 F.

• PARIS

La commission de propagande des Relations intérieures reprend sa série de cours sur l'anarchisme. Le prochain aura lieu mardi 25 novembre à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18^e (M^oAbbesses). Thème : « Comment lutter aujourd'hui ? ».

• LILLE

Les sympathisants sont invités à participer (de 14 h à 23 h environ, avec bouffe et buvette) à une réunion avec la participation de militants F.A. adhérents à la F.E.N., à la C.F.D.T., à F.O. et à la C.G.T. A l'ordre du jour : historique, aspects juridiques, problèmes actuels, stratégies anarcho-syndicalistes. Ce cours de formation aura lieu samedi 22 novembre (la séance du dimanche est supprimée), mairie annexe du Vieux Lille, place Louise-de-Bettignies.

• ROUEN

Le groupe de Rouen organise une réunion-débat sur le thème « Le libéralisme n'est pas la liberté » samedi 22 novembre, à 14 h 30, à la Halle aux Toiles, Rouen.

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la F.A. — PAGE 3, Dans le monde : A propos de la Syrie, Editorial, Amis Lecteurs — PAGE 4, Les luttes : Renault, S.N.C.F., En Bref, Quel est le meilleur ?, Meeting de la F.A. — PAGE 5, Education : Budget et réforme, Mise au pas des instituteurs — PAGE 6, Société : Nouvelles méthodes de production, Grève de la faim à Paris, Communiqué — PAGE 7, Répression : Procès à Versailles, 11 novembre à Valenciennes, Objets condamnés à Rennes, Lettre ouverte de Serge Livrozet — PAGE 8, Société : Interview d'un groupe anarcho-punk lillois, les Scraps — PAGE 9, Informations internationales : Angleterre, Etats-Unis, Portugal (2^e partie) — PAGE 10, Expression : Rencontre-débat avec les éditions A.C.L. — PAGE 11, Expression : Programme de Radio-Libertaire, Notes de lecture — PAGE 12, Social : Infos consommateurs, T.U.C. pour tous, L'économie victime du droit du travail.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 — 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETTIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement Réabonnement Abonnement de soutien
Chèque postal Chèque bancaire Mandat-lettre
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande et 4 F en timbres poste

Que fait la France au Proche-Orient ?

JACQUES CHIRAC a sa réponse, et il l'a donnée le 5 novembre dernier à l'Assemblée nationale : « *Notre ambition (...) est de développer de bonnes relations avec chacun des Etats* ». De bonnes relations... ben, voyons ! De bonnes relations, avec des Etats qui se font la guerre depuis des années, comment cela est-il possible ?

D'une manière simplement logique, c'est la quadrature du cercle. Mais s'il s'agit de la logique capitaliste, il semble bien que des ventes d'armes peuvent constituer un excellent moyen pour cela, encore faut-il qu'elles restent secrètes...

En effet, non seulement les révélations de la presse concernant des ventes d'armes de la France à la Syrie ont été qualifiées de « *désinformation* », mais Chirac — dans ce fameux entretien avec de Borchgrave — lance : « *La Grande-Bretagne continue à vendre des armes à l'Iran, et nous apprenons maintenant que les Etats-Unis le font aussi, et ils ne se soucient même pas de cacher ce qu'ils font* ». Sans commentaires !

Améliorer les relations avec l'Iran tout en développant celles avec l'Irak : trouver des ententes et des points de collaboration avec la Syrie tout en préservant l'amitié avec Israël peut être vu comme appartenant à un certain idéal démocratique, voire pacifique, ainsi que l'exprime Chirac (1) aujourd'hui et tel qu'on nous en intoxique depuis des lustres (2).

Le merdier

De fait, que la France, en tant qu'Etat, soit présente au Proche-Orient ne peut passer pour innocent, pour neutre, dans cette région où, dans ces années de conflit, on a tellement vu d'alliances et de rivalités changer ; les amis d'hier pouvant être les ennemis aujourd'hui ou demain, et inversement. La présence française vise en réalité à préserver le plus possible l'ordre établi (3), or il va de soi que celui-ci profite plus à certains qu'à d'autres comme les Palestiniens (4). Ainsi, l'Etat français joue avec le feu et donc, prend des risques.

Dans le sud du Liban, des casques bleus français tombent dans des embuscades ; à Beyrouth, des civils se trouvant à passer par là sont pris en otage : ce sont les risques de l'impérialisme, c'est le prix à payer pour le rôle joué par la France en cette région. Le rôle de la France a été décidé par les gouvernants, le prix quant à lui a été payé (et ce n'est pas fini !) par des chercheurs, des journalistes, et aussi des bidasses auxquels on avait promis

une aventure exaltante... Tout cela ressemble à du déjà vu, et par là-même on peut juger que la position chiraquienne correspond bien à une certaine tradition diplomatique française, faite d'engagements et de louvoisements.

L'engrenage

La distance qui nous sépare du Proche-Orient ne doit pas nous laisser sans réaction devant des élucubrations d'apprenti-sorcier (5). On ne nous dit habituellement pas grand-chose, les élus n'ont pas coutume de rendre compte — même à leurs électeurs — de leurs conversations « au sommet ». Pourtant, avec d'une part les confidences de Chirac avec un sieur plus ou moins ami (en tout cas à l'époque) et rédacteur en chef d'un quotidien américain appartenant à la secte Moon et d'autre part la manière dont ont été libérés certains des otages, nous apprenons beaucoup.

On voit apparaître d'importantes contradictions. Ainsi, il y a bien eu des pourparlers d'Etat à Etat (sans émissaires particuliers) comme prévu avec la Syrie et l'Iran pour la libération des otages, mais il y en a aussi eu avec l'Algérie qui ont été niés. L'Organisation de la justice révolutionnaire a visiblement pris un certain plaisir à le noter dans son communiqué afin que l'on sache bien ici à quel point on nous ment. D'ailleurs, on se souvient aussi dans le même ordre d'idée, de l'embarras de ce pauvre Pasqua à expliquer le rôle de Mgr Cappucci, comme s'il n'avait pas servi d'émissaire.

C'est bien toujours le même principe qui est en jeu quand « *on ne négociera pas avec les terroristes* » ou bien « *on ne marchandera pas le sort des otages* », et puis finalement il est question d'une dette de 330 millions de dollars en voie de remboursement à l'Iran. Reagan, lui, a du avouer qu'il vendait des armes à l'Iran tout en jouant de la langue de bois pour nier que cela ait un rapport avec le sort des otages. Chirac, quant à lui, dément toujours des livraisons d'armes tandis que l'Organisation de la justice révolutionnaire affirme avoir libéré les otages « *à la suite des engagements du gouvernement français* » et dit espérer « *que la France ne (se) dédiera pas de ses promesses* ». Comment pourrait-on encore croire qu'il n'y a pas eu marchandage.

A la fois s'avancer puis « *démentir formellement* », tout en n'étant

Editorial

COMMENT ne pas se réjouir, avec leurs familles, de la libération des deux otages français : Camille Sontag et Marcel Coudari, intervenue mardi dernier au Liban. Nous ne répétons jamais assez combien le procédé de la prise d'otage nous est odieux. C'est en effet ce qui est pratiqué depuis toujours par tous les Etats sur leur population, que ce soit par le moyen de la conscription qui nous destine inexorablement à servir de chair à canon à des stratèges de salon toujours aussi immuables, ou de manière plus insidieuse mais tout aussi perverse comme le chantage employé par des industriels amoraux sur leurs employés au nom de la restructuration et de la modernité, ou enfin le petit jeu de technocrates déshumanisés qui empoisonnent consciencieusement la planète et dernièrement le Rhin.

Nous sommes par conséquent placés d'emblée en situation de sujétion puisque condamnés à subir perpétuellement les inconséquences et les erreurs de gens qui se sont arrogés le droit énorme de nous représenter et de nous diriger. Et cette sinistre farce est poussée jusqu'à l'extrême limite de l'absurde lorsque l'on entend des individus aussi peu recommandables que notre Premier ministre Jacques Chirac se féliciter du succès diplomatique au Proche Orient, suite à la libération des deux otages français.

De même, comment s'étonner d'entendre, lundi 10 novembre sur Antenne 2, M. Claude Cheysson, ancien ministre socialiste chargé des Relations extérieures, envoyer en direct un satisfecit à M. Jacques Chirac puisqu'en définitive, celui-ci n'a fait que sortir deux citoyens français d'un bourbier que M. Cheysson avait en son temps entretenu aveuglément. Mais les journalistes se gardent bien de poser à ces deux messieurs « *conscients des responsabilités de la France* » la question de savoir pour quelles raisons des citoyens français servent aujourd'hui d'otages à des Etats et à quels intérêts économiques ou géopolitiques, ils ont été sacrifiés depuis le début.

Il aurait été également édifiant de leur demander la valeur d'un citoyen français, par exemple en milliers de morts qu'ils soient iraniens ou irakiens ou, si cette unité de mesure les dérange, en tonnes d'acier et d'explosif. Souhaitons que les événements que vivent les six otages encore détenus au Liban puissent servir de catalyseur à une prise de conscience collective de l'inadéquation fondamentale entre nos intérêts propres et ceux de nos gouvernants, faute de quoi, et quel qu'en soit le dénouement, nous serons condamnés à les subir encore et encore.

pas totalement convaincant et puis recommencer... Mais pour quoi faire ? Est-ce gratuit ? Certainement pas : d'une part parce que l'engagement français au Liban est coûteux, d'autre part parce que le principal intérêt économique de la France au Proche-Orient — et de loin ! — c'est les ventes d'armes.

La mine d'or

Elles procurent un tel bénéfice qu'on peut bien imaginer que celui-ci soit légèrement réduit moyennant libération d'otages, quoi de plus simple ! On a déjà vu des conflits, par exemple au Tchad, dans lesquels les affrontements opposaient des armes de même provenance, ce n'est pas un problème... si l'on peut dire. Au Proche-Orient, il y a un peu partout des armes de toutes provenances, entre autres des armes françaises : il y a là un « *marché porteur* » qui permet un superbe

« *débouché* ». Et c'est dans ces termes, s'il était honnête, que Chirac parlerait de la situation et non pas dans des termes de « *d'honneur et de dignité de la France* ». Tout ceci est répugnant et l'on ne peut y opposer qu'une lutte incessante, ici et partout, contre la militarisation. C'est urgent.

LE FURET

(1) Ce n'est d'ailleurs pas autrement que sont justifiés, par leurs acteurs, la plupart des conflits.

(2) Et il n'y a pas si longtemps, Herzu, avec ses « *soldats de la paix* » et avec quel consensus !

(3) Par exemple, Chirac : « (...) que le Liban redevienne une nation indépendante et en paix, bien sûr en étroite association avec la France » (entretien avec de Borchgrave, in « *Le Monde* » du 11 novembre).

(4) Palestinien n'est bien sûr pas synonyme d'O.L.P. et/ou d'organisations dissidentes de l'O.L.P.

(5) Cf. toujours ce fameux entretien, décidément bien intéressant.



Soldats français de la F.I.N.U.L.

Amis lecteurs

LA situation chroniquement précaire du *Monde libertaire* — dû en grande partie à notre volonté de ne pas être à genou devant les puissances d'argent —, ne doit pas faire oublier que l'organe de la Fédération anarchiste est en fait ce que les militants et les lecteurs en font.

S'il est en effet nécessaire, pour que le M.L. soit mieux lu, qu'il soit vendu dans tous les grands kiosques, sur les points de vente militants et que le nombre d'abonnés s'accroisse, il est également fondamental qu'il soit attrayant et varié. C'est pourquoi nos colonnes sont ouvertes à tous ceux et à toutes celles, adhérents ou non à la F.A., qui ont quelque chose à dire. Il est bien évident que, sans se conformer à une quelconque ligne, les hérésies anti-libertaires peuvent s'exprimer dans d'autres organes de presse.

C'est par sa diversité, par sa qualité que le *Monde libertaire* doit continuer à être ce qu'il n'a jamais cessé d'être : un outil militant. S'il doit refléter le point de vue de la F.A., il doit aussi être informatif, non exclusif, non sectaire. Il est nécessaire, comme l'ont à diverses reprises rappelé les administrateurs, de souscrire massivement et en permanence, et il l'est tout autant d'écrire, de témoigner, de hurler sa rage et sortir ses griffes...

Ce journal n'est pas réalisé par des salariés (hormis un permanent technique), mais par des militants bénévoles. Les articles signés sont sous la seule responsabilité de leurs auteurs. Nous vous engageons donc à nous adresser vos informations, analyses, colères...

Le comité de rédaction





Renault-Billancourt

« **J**e suis entré chez Renault en 1975 comme veilleur de nuit, alors que j'étais encore étudiant. Au fil des ans je me suis plu à la régie et je m'y suis fait des amis. Dans une grande boîte comme celle-là, il y a un brassage des populations, une diversité qui conduisent à un enrichissement culturel.

« Et puis, il existe une tradition de lutte, une dynamique qui a su modeler l'image de l'entreprise dans le sens d'un progrès social certain. » Ainsi s'exprimait récemment Laurent Gabaroum (voir M.L. n°636) dans l'hebdomadaire de la C.G.T., *La Vie ouvrière*. En grève de la faim depuis fin octobre pour protester contre son licenciement, il a aussi adressé une lettre ouverte au personnel de Renault dénonçant l'« apartheid social » qui existe à la régie.

Soutenu par la C.G.T., bien que n'étant pas adhérent, Laurent Gabaroum semblait déterminé à

aller jusqu'au bout. Son combat rejoignait celui des derniers licenciés, dont neuf militants C.G.T., mais la mobilisation sera-t-elle suffisante pour empêcher la liquidation de Billancourt par Georges Besse ?

Un autre « otage » est Michel Bouin, O.P.2 au contrôle de la carrosserie, élu C.G.T. au C.E. et rapporteur de la commission d'hygiène et de sécurité. Il a reçu sa lettre de licenciement pour « faute lourde », les faits reprochés étant principalement sa participation à une manifestation le 1^{er} août dernier où plus de cinq cents personnes s'étaient rassemblées !

Faut que ça roule et que ça robotise ! Mais le 5 novembre, à 20 heures, la direction de Renault annonce qu'elle met fin à la procédure de licenciement contre Laurent Gabaroum. Au 1^{er} décembre, le gréviste de la faim sera à nouveau rattaché aux effectifs de la Régie Renault. Preuve encore une fois que « rien

n'est jamais perdu d'avance quand on lutte ».

Les rassemblements place Bir-Hakeim, les messages de solidarité, tout cela a fait reculer la direction sur le cas particulier de Laurent Gabaroum, mais la logique capitaliste suit son cours. Un comité central d'entreprise se réunira le 21 novembre. Entre autres choses, il y aura à l'ordre du jour la suppression de 5 000 emplois en 1987. En 1985 et 1986 près de vingt et un mille postes ont été supprimés.

Face à cette offensive patronale sans précédent, la C.G.T. semble surnager au-dessus des dissensions syndicales. C'est du moins ce qu'elle présente au médias. La réintégration de Laurent Gabaroum, avec l'appui logistique de la C.G.T., est une victoire que nous ne devons pas brader. Même si l'unité dans les luttes est encore à attendre à Renault-Billancourt comme ailleurs.

Alexis PIERRE

en bref...en bref...

• Le n°2 de la revue « Noir et Rouge » vient de paraître. Au sommaire : Amérique latine, émergence de mouvements à caractères autogestionnaires, Le tout terrorisme, O.S.T.I.E. et la venue du Pape...

La revue « Noir et Rouge » est en vente à la librairie du Monde libertaire. Pour tout contact : « Noir et Rouge », chez Félix, 65, rue Bichat, 75010 Paris.

• Noël Darrigol, insoumis depuis deux ans au service civil passera en procès le 28 novembre, à 9 h, au Tribunal correctionnel de Poitiers. Venez nombreux pour le soutenir !

• Bruno Sanchez sera rejugé pour le délit d'insoumission au Palais de justice de Dijon, le 26 novembre 1986, à 14 h. Pour le soutien, on peut envoyer des télégrammes et venir nombreux au procès. Pour tout contact : « Emancipations », B.P. 181, 64105 Bayonne cedex.

• Un colloque sur l'éducation, organisé par le Centre d'études et de recherches sur l'expression libre (C.E.R.E.L.) et l'association l'Anarc-en-ciel, aura lieu les 22 et 23 novembre à la M.J.C. de Carcassonne, 91, rue A. Ramon. Pour information, on peut s'adresser au C.E.R.E.L., B.P. 128, 11000 Carcassonne ou 1, place du Presbytère, B.P. 49, 11300 Limoux (tél. : [16] 88.31.50.14) et à l'Anarc-en-ciel, 7, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse (tél. : [16] 61.23.36.08).

SYNDICAT

Quel est le meilleur ?

DANS le triste spectacle que nous offre actuellement le mouvement ouvrier sous sa forme syndicale, peut-on discerner le meilleur garant des intérêts des travailleurs ?

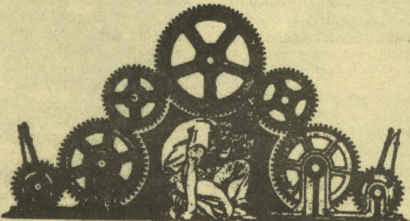
Il y a un peu plus d'un an, l'ensemble des confédérations refusait sous un gouvernement de gauche des dispositions juridiques qui introduisaient la flexibilité dans le Code du travail. Aujourd'hui, c'est chose faite par voie juridique. Ce que la gauche voulait faire avec l'assentiment syndical, la droite l'a imposé par le pouvoir de l'Etat.

Malgré tout, Séguin essaye d'obtenir une ébauche de consensus avec les syndicats et ses efforts ne sont pas vains. Nous taisons les noms, vous les connaissez tous... Dans cette recule générale du mouvement ouvrier, la C.G.T. fait figure de dernier

rempart contre le retour au XIX^e siècle dans le domaine social. Elle refuse de signer des accords que, comme à Citroën, le patronat peut qualifier d'« historiques ».

Mais cela suffit-il pour que les travailleurs rejoignent en masse l'organisation syndicale de Montreuil ? Non, bien sûr, seules les élections professionnelles donnent de temps en temps un éclairage sur les influences des syndicats, qui ne reflètent pas toujours l'image de marque affichée auprès des médias. Telle ou telle boutique, là n'est pas le problème... Sur le lieu de l'entreprise, dans une localité, dans une industrie, il faut que les travailleurs se regroupent pour défendre leurs intérêts et aller plus loin. Mais la panacée syndicale n'est pas encore là !

GÉRONIMO

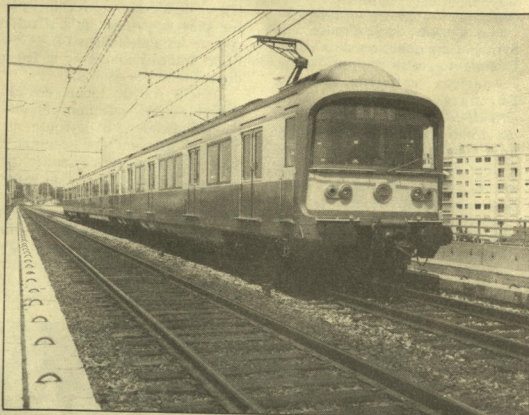


Grèves à la S.N.C.F.

LES mouvements de grève qui ont eu lieu à la S.N.C.F. la semaine dernière n'auront guère troublé le trafic national. Les seuls touchés par la mobilisation semblent avoir été les transports collectifs urbains et interurbains des grosses agglomérations. Les fédérations C.F.D.T. des cheminots et les autonomes avaient déposé des préavis d'arrêt de travail pour mercredi et surtout jeudi. La C.G.T., de son côté, appelait avec son Union interfédérale des transports à une manifestation à Paris. Dans l'ensemble mornie mobilisation, étant entendu que les secteurs « rentables » de la S.N.C.F. ne seraient pas touchés par la grève...

On pourrait ramener les choses à un niveau plus modeste et dire qu'il fallait faire « quelque chose » la veille du vendredi 14 novembre, date de la réunion du comité central d'entreprise. Au cours de celui-ci a été présenté le projet de budget S.N.C.F. pour 1987. Ce dernier prévoit tout simplement 10 000 postes en moins (1), la réduction des coûts à tout prix et l'augmentation de la productivité !

La délégation de la C.G.T. a quitté la séance du comité central d'entreprise en appelant les cheminots à « poursuivre et amplifier l'action. Elle invite ses élus à exiger que de vraies discussions aient lieu sur toutes ces questions, dans tous les C.E. et les commissions locales ».



Après le départ de la C.G.T. de la réunion, les élus des six autres fédérations de cheminots (C.F.D.T., F.O., C.F.T.C., F.G.A.A.C. [conducteurs autonomes], F.M.C. [cadres autonomes] et C.G.C.) ont continué à siéger jusqu'à la fin de la réunion. La C.F.D.T., la C.F.T.C. et la F.G.A.A.C. ont, dans une motion, exprimé leur « désaccord » avec le projet de budget et « condamné » la réduction d'emplois. F.O., la F.M.C. et la C.G.T. se sont abstenues en l'attente d'une réunion d'un comité central d'entreprise extraordinaire et d'une table ronde.

Mais le 27 novembre, la direction a donné rendez-vous pour commenter la totalité du budget 1987, que le conseil d'administration aura sans doute adopté la veille... Faut-il claquer la porte comme la C.G.T., exprimer son désaccord comme la C.F.D.T. et la C.F.T.C. ou attendre le peu de grain qui reste à moudre comme le reste des syndicats ? La centrale d'Henri Krasucki se donne le beau rôle en refusant de discuter la couleur de la sauce à laquelle les cheminots vont être mangés ! Elle appelle à une réaction syndicale à la base et en fait ne doit pas être la seule. Mais le combat contre la privatisation n'est qu'une facette de ce que devrait être le cahier revendicatif des cheminots. Il semble qu'on l'oublie à la C.G.T., pour ne pas parler des autres...

Fernand Bernard

(1) En 1986, 9 870 cheminots en moins et, depuis le début du plan, ce sont plus de 50 000 emplois qui ont été supprimés.

Meeting de la F.A. à Paris

MERCREDI 12 novembre 1986, a eu lieu à l'Ageca un meeting organisé par la Fédération anarchiste sur le thème « Le libéralisme n'est pas la liberté ! Non au délire sécuritaire ! ». Une centaine de personnes étaient présentes. La première partie de cette réunion, assurée par un membre de la Ligue des droits de l'homme, a été consacrée à l'analyse des dernières lois promulguées par le gouvernement Chirac.

L'intervention a porté d'une part sur l'énoncé des lois, avec une comparaison de ce qui existait déjà, puis a évolué sur la problématique des libertés et les conséquences de l'application de ces lois, notamment pour les immigrés. L'orateur a conclu en soulignant le danger de celles-ci et en montrant dans quel contexte elles ont été mises en application, contexte des attentats de septembre dernier qui ont facilité leur instauration sans réprobation aucune de l'opinion publique.

Le second intervenant, membre de la Fédération anarchiste, s'est consacré au terrain social, en montrant les prolongements des valeurs néo-libérales dans l'entreprise, non seulement dans leur esprit mais surtout dans leurs applications.

Le débat qui s'ensuivit fut constructif, et tous les participants tombèrent d'accord pour dénoncer le danger du libéralisme et pour affirmer l'urgence d'une mobilisation importante sur ce thème.

MARTINE

BUDGET DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Petit chef deviendra grand

Le gouvernement a présenté devant le Parlement le prochain budget de l'Éducation nationale, avec son cortège de suppressions d'emplois et d'attaques contre les travailleurs de ce secteur public. Quatre mille cinq cents postes budgétaires supprimés ! Du jamais vu depuis 1946. Alors que les statistiques prévoient un nouvel accroissement des effectifs dans les classes, notamment en primaire, là où les taux d'encadrement baissent régulièrement depuis plusieurs années. Qu'importe. Le gouvernement ne saurait faire de cadeaux aux « Lybiens de l'éducation » (les syndicalistes enseignants), comme le déclarait fort amicalement un député du Front national, rapporteur de la commission parlementaire sur le budget de l'enseignement public.

Echangerai béréte basque contre képi

Face à ces attaques, la F.E.N. remue difficilement sa grande carcasse corporatiste, empêtrée dans son réformisme à la petite semaine et ses grandes manœuvres internes dont rêvent les sociaux-démocrates en logorhée vers l'après-88.

Et puis, il y a quelques semaines, on a pris connaissance des projets du tandem Monory/Alliot-Marie à propos de tout et de rien, à propos du quotidien de l'école publique : des rythmes scolaires aux assurances pour les élèves, en passant par les personnels détachés auprès des œuvres péri-scolaires et surtout les fracassantes déclarations sur la direction d'école.

Là, l'affaire est sérieuse puisqu'il s'agit de l'institution d'un grade de directeur d'école, interlocuteur privilégié des pouvoirs locaux et administratifs, avec un véritable statut de chef d'établissement, de notation des adjoints, d'interdiction du droit de grève, de liste d'aptitudes. Et, en prime, la carotte du reclassement indiciaire.

Ce qui est sûr, c'est que ce projet a toujours été celui de la droite depuis des décennies : arriver à diviser le corps des instituteurs, introduire une hiérarchie intermédiaire entre ceux-ci et les inspecteurs. Mais, pourquoi ce projet renaît-il précisément aujourd'hui ?

Du vent dans les voiles à reculons

En fait, ce projet colle parfaitement à la peau de l'ambiance générale qui plane sur l'enseignement aujourd'hui dans ce pays. Aux thèmes égalitaristes et autogestionnaires, à la pédagogie différente des années de l'après-68, ont succédé les idées d'élitisme, de sélection, d'autorité retrouvée. Et pas seulement de la part des ministères, même si Chevènement a certainement décroché la queue de singe avec son « *élitisme républicain* ». L'équipe Savary, par delà des refus clairs d'affronter les vrais problèmes (suppression de l'inspection par exemple), avait néanmoins eu le mérite de lancer des idées intéressantes, de dégager des espaces de réflexion (les journées de consultation/réflexion, les rapports Legrand et Favret, etc.). Force est de constater qu'ils n'ont pas, ou peu, été suivis d'effets.

Au manque de volonté du ministre est venu s'ajouter le conservatisme des enseignants. Les espaces dégagés pour d'éventuels travaux pédagogiques de transformation de l'école n'ont pas été comblés par l'action des enseignants sur le terrain. Les nécessaires luttes autour de l'école pour engager des changements réels sur le plan pédagogique ont été se perdre dans des combats basés sur une conception ringuarde de la laïcité.

Mais si cette prise en main par les personnels enseignants des vrais changements dans l'école n'a pas eu lieu alors que les possibilités institutionnelles et politiques existaient, c'est sans doute parce qu'il était déjà trop tard pour que ces transformations rencontrent un réel écho et s'engagent sur une vaste échelle. Nous en étions déjà au retour de manivelle des années 80. Et on ne décrète pas le travail en équipe, les projets pédagogiques, l'ouverture de l'école, les pédagogies non-directives, elles s'imposent d'elles-mêmes à la base, dans les écoles, ou elles n'ont pas lieu.

Le poids idéologique des médias, de certains secteurs syndicaux, les nouveaux croisés de la pédagogie traditionnelle (du P.C.I. à la Nouvelle Droite) avaient déjà laminé ou, pour le moins, bien maltraité les conceptions de pédagogies différentes des années 70. Le passage du rouleau compresseur Chevènement achevait ce retour de flamme.

Ce qui fait qu'aujourd'hui, les projets d'instituer une nouvelle hiérarchie, directement ancrée dans les écoles, parallèlement au renforcement du corps des inspecteurs, n'apparaît pas si absurde que cela, y compris pour de nombreux enseignants.

Une menace de pétition ou un meeting le mercredi ?

Bien sûr, la totalité des appareils syndicaux (F.E.N., S.G.E.N., F.O.) a condamné ce projet. Avec bien des formes pourtant. Condamnation au nom des grands principes (non-division du personnel), mais avec immédiatement et parallèlement la reconnaissance de la spécificité du rôle de directeur, de sa fonc-

tion, de sa nécessaire rémunération indiciaire. Certains, dans les états-majors, seraient-ils si peu sûrs de leurs troupes ? La carotte fric risquerait-elle de prendre de vitesse la conscience syndicale des camarades collègues ?

Des mots d'ordre d'action tout simples seraient pourtant parfaitement envisageables : inscriptions massives de tous sur les listes d'aptitude à la direction d'école pour engorger la sélection (ou bien l'inverse : le boycott total). Encore faudrait-il que cette lutte soit vraiment perçue comme importante par un personnel plus apte à se battre, et encore, pour des questions de sous que pour des problèmes de rapport d'autorité. Quant aux réponses en termes politiques et idéologiques, elles crèvent les yeux, il suffit de bien restituer dans le cadre de la transformation de l'école : à travail en équipe éducative, partage des tâches administratives en dégageant un moment de concertation sur le temps de travail, rotation, partage de l'indemnité indiciaire et de la décharge de travail, lorsqu'elle existe.

Des éléments à replacer dans un contexte d'école autogérée. Mais aujourd'hui, il n'y a plus que les minorités, regroupées dans l'École émancipée ou au S.G.E.N.-C.F.D.T. pour avancer de telles « utopies ». Les états-majors syndicaux ont trop traîné les pieds face à une éventuelle possibilité de transformer l'école il y a quelques années pour se permettre aujourd'hui d'avancer de telles propositions. On en reste donc aux grands principes qui ne mangent pas de pain...

Rien n'est donc joué sur ce terrain de la direction d'école. Ce projet porte en lui la volonté de hiérar-

chie, de sélection, d'autoritarisme, il propose la réaction idéologique dans le domaine scolaire. Et c'est encore à nous, minorités autogestionnaires regroupées dans des organisations anti-hiérarchiques (École émancipée, S.G.E.N.), de combattre au corps à corps ce projet ; mais en le situant dans une démarche de propositions alternatives quant à la gestion et à la transformation de l'école.

C'est encore le meilleur moyen de combattre Monory, mais aussi de plonger le nez de nos bureaucrates syndicaux dans leur caca conservateur. Cela a son importance, à un moment où l'horizon semble tellement bouché pour ceux qui espèrent qu'un jour on débarrassera enfin l'éducation des enfants des idées de sélection et d'autorité.

PATRICK
(Gr. d'Angers)



ENCADREMENT DE L'ÉCOLE

Une si vieille histoire

L'ÉCOLE publique a beau donner bien des gages de fidélité à la société capitaliste (reproduction des classes sociales, de l'idéologie dominante...), nos gouvernements ont de tout temps rêvé de la voir plus asservie encore. Le moindre souffle de liberté qui s'échappe d'elle, et c'est encore trop ! Pour eux, un enseignant n'est jamais assez soumis, jamais assez servile ! Ainsi comment s'étonner de voir Monory ressortir un projet de « maître-directeur » dans les écoles primaires ?

La vieille histoire

Vraiment, cela ne date pas d'hier. Déjà l'école publique est née affublée de chefs d'établissement tyranniques munis d'une foule de règlements arbitraires. Ceux-ci maintenaient leurs adjoints dans une situation d'oppression permanente et dénonçaient les rebelles à l'administration. Sans oublier que ces instits étaient de plus sous la totale dépendance des préfets qui les nomment depuis 1854. Un « pas de travers », une intervention d'un politicien... et les voilà déplacés dans les villages les plus reculés de leur département (tel sera d'ailleurs le sort des premiers enseignants syndicalistes, quand ils ne furent pas purement et simplement révoqués !).

Il faudra attendre 1902 pour qu'officiellement l'avancement dans la carrière à l'ancienneté soit institué (Monory, en souhaitant remettre en place l'avancement au « mérite », nous renverrait donc au début de ce siècle !). Quoi d'étonnant dans ces conditions de découvrir un très fort courant anti-hiérarchique à l'origine du syndicalisme enseignant ?

Pétain, Monory : même combat !

Quelque temps après, Pétain revenait à la charge : « On ne saurait, en effet, admettre que, sous quelque forme que ce soit, l'action du conseil des maîtres puisse avoir pour résultat pratique de limiter, d'affaiblir ou de gêner l'autorité et la liberté de décision du directeur. (...) Il sera désormais tenu le plus grand compte dans les notes professionnelles des qualités d'initiative, d'organisation et d'autorité dont les directeurs ont fait preuve. »

Ce texte date du 5 août 1940. Lorsque l'on compare certains aspects de la politique actuelle avec celle de Vichy, certains trouvent cela bien osé, ou le projet Monory ne dit pas autre chose que ce texte datant de 1940.

Chevènement avait, lui aussi, fait des siennes : un projet, resté au stade de projet, dont la logique était la même. Lors du récent débat à l'Assemblée nationale sur le budget de l'Éducation nationale, il n'a d'ailleurs rien eu à reprocher à Monory sur ce sujet — vive la cohabitation ! C'est que tous deux ont une même admiration pour l'exemple japonais, une même dévotion pour ce qu'ils nomment l'entreprise. Bref, ils pensent tout bas ce que le C.N.P.F. dit tout haut : « Sa vraie raison d'être (l'école) consiste à se mettre au service de l'entreprise, à contribuer au projet de l'entreprise, à figurer parmi les outils — il faudrait dire les armes — de la stratégie de

l'entreprise. Sa finalité est la réussite de l'entreprise (...) ». La Revue des entreprises de février 1985 définissait ainsi le rôle de l'école à travers celui de la formation permanente.

Ignares... ça va changer !

La solution de Monory ? Parlant de ces élèves qui ne savent plus lire, il explique dans un interview au *Nouvel Observateur* du 29 août dernier que « ces résultats médiocres sont dus, à (son) sens, à un manque de responsabilité dans l'école. Il faut placer à la tête des écoles des directeurs bien formés et sélectionnés. »

Quand il y aura des chefs, plus d'élèves en difficulté ! Qui croira cela ? Sachez donc que Monory vous mène en bateau, qu'il ne fait là que soigner son image bonhomme, père tranquille plein de bon sens. La réalité est ailleurs : en tant qu'ancien ministre de l'Industrie, il veut traiter l'école comme une entreprise. Chaque école serait alors une entreprise spécifique, avec à sa tête bien sûr un « chef d'entreprise », les parents des clients, les élèves des produits, l'enseignement une marchandise et la concurrence la règle... Cette conception libérale de l'école aurait enfin un but ultime : la rentabilité, ou en d'autres termes l'« *élitisme républicain* » !

L'école bâillonnée !

Cet élitisme sous-entend forcément la mise à l'écart des « non performants », c'est ce qu'ils nomment la fin de l'« *égalité* », autre pierre angulaire du projet. Pour nous, cet « *égalité* », c'est tout simplement le respect de chaque enfant dans ses potentialités, dans ses capacités propres à se réaliser, le respect des diversités qui ne sont pas inégalités, mais différences.

Jacques Ruffier, professeur au Collège de France, ne déclare-t-il pas : « Au temps présent, fonder les relations humaines sur la compétition et la rivalité, en espérant qu'une fois encore les meilleurs gagnent ou fassent avancer le monde, conduirait à la faillite. » Pour prendre en compte la diversité des élèves, un nombre infini de voies sont à explorer dans le cadre des programmes nationaux ; chaque enseignant doit devenir un chercheur, les expériences doivent pouvoir se confronter les unes aux autres et ainsi progresser.

Rompres l'isolement de l'instituteur, voilà sûrement le premier pas à entreprendre ; travailler en équipes, le grand mot est lâché ! Seulement un travail en équipe ne se décrète pas « d'en haut », il ne se bâillonne pas, a besoin de la plus large indépendance et de liberté pédagogique... Pour cela, il est tout à fait antinomique avec l'existence de « chefs ». Voilà pourquoi, monsieur Monory, vous nous trouverez sur votre chemin !

J.-M. BAVARD
(liaison de Noyon)

VENTRES LOUÉS, SPERME CONGELÉ...

A quand l'usine à bébés ?

FÉCONDATION in vitro, sperme et embryons congelés, mères porteuses triées sur le volet... les nouveaux modes de procréation, sources de tant d'espoirs, n'ont pas tardé à déraiper. Déjà se profilent la sélection de spermatozoïdes, les expériences sur les embryons inutilisés, le sexe du bébé choisi « à la carte », etc. On est bien loin du désir intense et compréhensible de couples stériles d'avoir un enfant.

LES nouveaux modes de procréation présentent une qualité essentielle à notre époque : ils sont infiniment médiatiques. Ils font vibrer la corde sensible de l'enfant à tout prix, portent au premier plan des questions d'ordre éthique et philosophique qui font le délice des intellectuels, représentent une sorte de *Dallas* médical riche en rebondissements (bébés-éprouvette, enfant prêt à naître de parents défunts, scientifique claquant la porte avec fracas pour refuser d'aller trop loin...).

Derrière ces interminables tartines médiatiques se cache le plus vieux désir du monde : celui de procréer. Et un espoir fantastique pour les parents stériles : avoir un enfant malgré tout. Ce désir est si intense que l'on n'ose pas, a priori, parler de caprice. Une question, cependant : le désir forcé d'avoir un enfant à soi, de ses propres gènes, mérite-t-il qu'on y consacre des fortunes, ainsi que tout un pan de la médecine ?

Enfants de luxe ou de misère ?

Dans son ouvrage, *La cité de la joie*, consacré à la misère absolue



des bidonvilles de Calcutta, Dominique Lapierre répond indirectement à cette question, par le biais d'une anecdote. Le principal personnage du roman est un prêtre français (d'ailleurs réel) qui, vivant dans la « cité de la joie », est constamment confronté au drame des enfants mourant de faim par dizaines. Un jour, ce prêtre ramasse un journal, dont la une est couverte de ce titre triomphant : « Deuxième mondiale en Inde : le premier bébé-éprouvette indien est né ».

Écoeuré ? Certes. Mais en France aussi, le fait de consacrer des fortunes à mettre au monde son propre enfant prend un aspect presque obscène, lorsqu'on pense aux milliers d'enfants ballottés au gré de la D.D.A.S.S. La question n'est d'ailleurs pas si simple : il doit être aussi long et difficile de procéder à une fécondation in vitro que d'adopter définitivement un enfant abandonné.

Lorsqu'un couple décide de recourir à la fécondation in vitro, il s'engage dans un parcours du combattant épuisant, et soldé par un échec 80 fois sur cent (1). Mais une telle détermination n'est pas forcément garantie pour l'enfant, s'il finit par naître. Certains témoignages laissent effaré : « Je détestais les

autres femmes qui, elles, étaient fertiles. Je me sentais dévalorisée, ridicule, inférieure parce que j'étais incapable de transmettre la vie. » Ce genre de comportements relève de la névrose et prouve, dans ce cas du moins, que la mère tient plus à assouvir son envie qu'au bonheur de l'enfant à venir.

En avoir ou pas ?

Comment se comporteront les parents envers une progéniture qu'ils ont mis des années à concevoir ? A priori, on imagine ces enfants — probablement uniques — couvés, choyés, vénérés. Sauf si le couple a été si profondément, et si longtemps obsédé par l'envie d'avoir un bébé, qu'il en est arrivé à oublier l'essentiel : les vingt ans d'éducation à venir.

Enfin, les cinq cents enfants conçus par fécondation in vitro sont tous nés dans des milieux aisés : parmi les ouvriers, on n'a ni le temps ni les moyens de fréquenter, durant des années, les cliniques spécialisées dans ce genre de services.

Les nouveaux modes de procréation coûtent des fortunes difficilement justifiables. Ils font appel à une stupéfiante hypocrisie et à des pratiques d'une moralité douteuse. Une hypocrisie ridicule quand on procède à des inséminations artificielles par l'intermédiaire de banques de sperme. Il n'y a là aucune obligation matérielle, mais la volonté d'« éviter au couple la confrontation traumatisante avec l'adultère ». L'acte sexuel transformé en technique médicale, aseptisée, clinique, me paraît une atteinte inadmissible au désir, à la passion, à la vie.

Pratique d'une moralité douteuse lorsqu'un couple paie les services d'une autre femme pour porter un enfant. Dans son album *Le destin de Monique*, Claire Bretecher fait dire à une bonne portugaise : « Porter votre enfant ? Bien sûr que je peux. Pour les immigrés, c'est un bon débouché ! ». A part de rares exemples d'amitié féminine assez forte pour qu'une femme accepte de porter l'enfant d'une autre par amour, une seule motivation peut pousser une femme à louer son utérus : le fric.

Aspect plus sordide encore : la matrice louée doit répondre à certains critères déterminés par les « décideurs », elle est priée de ne pas fumer, ni boire, de veiller avec tendresse au fœtus qu'elle livrera à l'arrivée, etc. De fait, comment ne pas considérer la mère porteuse comme une machine sélectionnée qui se doit de fonctionner correctement ?

Fuite en avant

Restent les questions éthiques et philosophiques : que faire des embryons congelés inutilisés ou non demandés ? La formule « jeter le bébé avec l'eau du bain » prend brusquement une étrange saveur. Doit-on poursuivre les recherches sur la sélection des spermatozoïdes fécondant l'ovule ? Les scientifiques qui l'envisagent plaident éventuellement que cette sélection permettra un jour d'éliminer les maladies congénitales. Ainsi, les nations riches pourront s'offrir de nouveaux-nés parfaitement sains, tandis que les gosses du tiers monde continueront à mourir du choléra ou de la lèpre. Car, bien sûr, ces

nouvelles possibilités ne seront jamais utilisées à des fins militaires ou à de quelconques tripatouillages génétiques. On connaît la chanson !

A l'analyse, les nouvelles techniques de procréation sont loin de constituer ces merveilleux miracles qu'on nous avait annoncés. Pour quelques centaines d'enfants espérés et arrivés au grand bonheur des parents, combien de risques, de déceptions, de tractations sordides, de fric dépensé, et surtout de tentatives malsaines.

Alors, si on arrêta ? Question de pure forme. On n'arrêtera pas. Parce que le créneau est porteur, parce que les parents concernés n'admettraient pas de voir s'évanouir ce nouvel espoir, parce que les chercheurs n'ont jamais abandonné de recherches, aussi hasardeuses, aussi périlleuses soient-elles... En l'an 2000, les premiers bébés-éprouvette auront 20 ans. Il est probable qu'ils en auront vu bien d'autres.

PASCALE

(1) Sachons cependant que la « nature » ne réussit une fécondation qu'avec une probabilité de 30 pour cent.

Procréation nouveau mode d'emploi

Don de sperme. Il s'effectue dans des « banques » spécialisées et permet l'insémination artificielle de la femme d'un couple dont le mari est stérile.

Don d'ovule. Techniquement possible, mais beaucoup plus contesté, il permet à une amie ou à une sœur de donner un ovule — en principe fécondé artificiellement par le mari — à une femme ne produisant pas d'ovule, mais capable de porter un embryon.

Fécondation in vitro. Elle a permis la naissance de 5 000 enfants de par le monde, dont 500 en France. Technique consistant à procéder, en laboratoire, à la fécondation d'un ovule par un spermatozoïde, avant de replacer l'embryon dans l'utérus de la mère. Coût de l'opération : entre 15 000 et 20 000 F par essai, donc en moyenne 360 000 F. Taux de réussite : entre 10 et 20%.

Congélation d'embryon. Technique utilisée pour simplifier la fécondation in vitro. Pose la question des embryons inutilisés, des pères posthumes, voire des orphelins de naissance.

Adoption d'embryon. Il peut être effectué par les couples dont le mari est stérile et la femme incapable de produire des ovules, mais capable de porter un embryon.

Mères porteuses. Deux cas de figure. 1. La mère porteuse loue ses ovules et son utérus (pour la somme moyenne de 50 000 F) et porte durant neuf mois un embryon fécondé par le mari d'un autre couple. Génétiquement l'enfant est né du père donneur et de la mère porteuse et est élevé par la mère adoptive. 2. La mère porteuse « héberge » un embryon qui lui est totalement étranger dans la mesure où le spermatozoïde et l'ovule proviennent du couple demandeur.

P.

Grève de la faim devant Notre-Dame

VOUS êtes Egyptien et décidez de venir en France en 1984. On vous accorde un titre de séjour provisoire... Vous rencontrez une Française d'origine algérienne que vous décidez d'épouser. Entre temps, un nouveau titre de séjour vous est refusé. Malgré les tracasseries administratives, vous arrivez à vous marier.

Une nouvelle demande de titre de séjour est déposée en juin 1986, le temps passe et le 9 septembre 1986 une loi est votée qui stipule qu'un mariage doit être vieux de plus d'un an pour donner droit à la nationalité française. L'appareil juridique se met en branle et la décision tombe : « Vous devez quitter le territoire français dans les quinze jours ! ».

C'est dans cette situation que se trouve aujourd'hui le couple Ahmed. M. Ahmed est tenu de quitter le territoire français sous prétexte de situation irrégulière avant le 20 novembre, c'est ce que leur apprend l'administration le 5 novembre. Il y a cependant un vice de forme puisque le droit français n'admet pas l'application rétroactive d'une loi, sauf si la loi le stipule (ce qui n'est pas le cas pour celle-ci). Il y a d'autre part

complication lorsque les personnes incriminées ne préparent pas docilement leurs valises, mais décident d'étaler leur affaire sur la place publique.

C'est ce que fait Kheira Ahmed qui, depuis le mercredi 12 novembre, a entamé une grève de la faim sur le parvis de Notre-Dame (à Paris). Cela prend des proportions dramatiques lorsque l'on sait que cette jeune femme est à quelques jours d'accoucher.

Samedi 15 novembre, se tenait une conférence de presse à laquelle était présente le journal *Libération*, l'agence Im'média, Radio-Beur, ainsi que Radio-Libertaire. Les plus larges extraits de cette conférence de presse ont été diffusés le soir même sur notre antenne. Le comité de soutien au couple Ahmed, entouré du M.R.A.P. et de quelques avocats, a pu rappeler la chronologie des faits et souligner la longue suite d'erreurs administratives, accompagnées de l'arbitraire et des lenteurs bien connues de ce service.

On notera que la Croix-Rouge et le Secours populaire français ont refusé de prêter une tente à la gréviste de la faim et que les autorités religieuses n'ont pas cru bon de lui offrir le toit du « saint bâtiment »

alors qu'il pleuvait depuis plusieurs heures. Enfin, dans la nuit du vendredi au samedi 15, Kheira et les gens qui l'entourent ont été agressés par des personnes à la mine patibulaire, armées de gourdin, se réclamant du national-socialisme, et qui les ont menacés de revenir (1). Des flics, qui traînaient par là, ont immédiatement été alertés et, bien sûr, ne sont pas intervenus.

Le M.R.A.P. et l'Association de soutien aux travailleurs immigrés de Gennevilliers-Asnières se sont portés partie civile contre la police pour non-assistance à personne en danger. Ajoutons que les choses prennent une tournure très légaliste. Outre les risques très graves que prend cette jeune femme, il y a dans l'argument juridique lui-même quelque chose qui laisse entendre, au mépris de toute règle de la citoyenneté ou du droit d'asile, que l'on peut expulser n'importe qui de ce pays sous le coup d'une loi et de sous prétexte qu'on est basané, crépu ou avec un accent.

Il y a aussi risque de polarisation sur ce cas, alors que tout un arsenal juridique a été mis en place et va s'appliquer dans les mois à venir à des milliers de personnes.

Les Basques et plus récemment les 101 Maliens en ont déjà fait les frais. On ne peut, bien sûr, que souhaiter un règlement rapide de cette affaire, que cette personne ait gain de cause et qu'enfin cela incite les prochaines victimes du délire sécuritaire et xénophobe à résister et à faire plier les pouvoirs publics.

Aujourd'hui, ce que demande le comité de soutien, c'est que les autorités administratives — qui s'entêtent dans leur erreur — reviennent sur leur décision. Et si

ce ne devait pas être le cas, que le président de la République fasse jouer la grâce présidentielle. Nous vous tiendrons informés de cette affaire dans un prochain numéro.

BRUNO
(Gr. Fresnes-Antony)

(1) Des militants de la Fédération anarchiste et des libertaires ont veillé dans la nuit de samedi et dimanche afin que Kheira ne soit pas de nouveau importunée. Les nazillons ne se sont plus manifestés, mais le soutien ne doit pas fléchir pour autant.

COMMUNIQUÉ

La grève de la faim entreprise par Kheira pour l'obtention d'un titre de séjour au bénéfice de son mari est le geste de désespoir d'une personne confrontée à l'absurdité tragique d'une administration, couverte dans ses décisions par un gouvernement piétinant allègrement les libertés fondamentales de l'individu.

El Sayed, marié à Kheira (de nationalité française), s'est vu refuser une carte de séjour. Après interpellation, détention et recours, la notification d'expulsion sous délai de quinze jours amène finalement Kheira, enceinte de neuf mois, à entamer une grève de la faim pour attirer l'attention de l'opinion publique sur ce cas.

La Fédération anarchiste soutient Kheira et El Sayed dans leur lutte contre l'arbitraire administratif, juge et partie d'une décision insupportable.

Fédération anarchiste

La montée de l'autoritarisme en France

C E mardi 11 novembre, l'Union pacifiste de Valenciennes avait décidé de manifester sa réprobation à toute forme d'armement. Nous nous sommes donc rendus sur les lieux de la revue militaire. Dès notre approche, nous avons été suivis par des policiers en civil qui avaient nos photos.

Nous nous sommes placés en ligne au bord de la route et avons retiré nos blousons, découvrant un T-shirt qui portait une lettre, l'ensemble des lettres formant le mot « désarmement ». Mot si souvent employé par les dirigeants de notre planète, sans qu'il leur en soit tenu rigueur (chacun sait qu'il ne faut pas les prendre au sérieux).

Quant à nous, aussitôt, une nuée de policiers se rua devant nous pour qu'on ne puisse pas lire ce mot qui pourrait, cette fois, être pris au sérieux ; puis ils nous entraînaient dans une cour et, malgré notre absence de résistance, certains des gardiens de la « paix » perdirent la maîtrise d'eux même et traînèrent l'un d'entre nous sur le sol parce qu'il n'avancait pas assez vite à leur gré.

On contrôla nos identités et on nous garda dans la cour jusqu'à la fin de la manifestation, puis on nous relâcha. Nous partîmes alors sur la place d'Armes, rebaptisée par nos soins place du Désarmement, où nous nous installâmes sur le bord du trottoir, laissant à nouveau apparaître le mot « désarmement ».

Un policier, apparemment assez haut gradé, nous ordonna de partir ; et à la question : « Pour quelles

raisons ? », il nous fut répondu : « Pour la raison que j'en ai décidé ainsi ! ». Il apparaît donc que l'arbitraire s'installe de plus en plus dans notre pays et que nous n'aurons bientôt plus rien « à envier » à d'autres.

Un peu plus tard, alors que nous voulions prendre une photo du groupe, face au monument aux morts situé près du jardin de la Rhônelle, deux cars de police vinrent nous faire circuler, et, cette fois, profitant de l'absence de public, certains des gardiens de la « paix » nous invectivèrent, l'un

d'entre eux allant jusqu'à promettre son « poing dans la gueule » à un de nos amis.

On peut se demander quelle serait la réaction de certains de ces messieurs (qui, ne l'oublions pas, sont armés) face à des personnes n'ayant pas notre calme ? Certains semblent vouloir restreindre la liberté d'expression qui existait jusqu'ici dans notre pays. Il est grand temps que chacun réagisse avant qu'il ne soit trop tard.

U.P.F.-Valenciennes

Quatre mois ferme et retrait du statut

T EL est le verdict rendu par le tribunal pour quatre des six objecteurs insoumis à Rennes, le 7 novembre 1986. Lors des plaidoiries du procès du 2 octobre, procureur d'un bord, avocats et inculpés de l'autre, se sont affrontés pour définir ce type de procès. Pour l'un, ce procès était celui d'un comportement ; pour les autres, nous étions dans un procès politique. Les juges ont tranché pour le procès politique, sinon comment justifier ces peines.

Mais ce jugement, sans surprise pour nous, est bien le reflet d'une justice partielle et soumise. Pierre Fréoux, Bertrand Desroches et Francis Dugay ont décidé de faire appel. Dernièrement, la chambre criminelle de la Cour de cassation vient de décider que seules les chambres spécialisées dans les affaires militaires seront compétentes pour juger les objecteurs. Avec cette décision qui fait jurisprudence, l'autorité militaire va être concernée par les procès d'objecteurs. Ce grave retour au T.P.F.A. sous une forme déguisée revient tout simplement à remettre les objecteurs entre les mains de la justice militaire. Nous devons donc nous attendre à une répression encore plus dure contre les objecteurs.

FRANCIS (Gr. de Rennes)

Procès à Versailles

J EHAN GUY, objecteur insoumis, passera en procès mardi 16 décembre 1986, à 14 heures, à la 5^e chambre du Palais de justice de Versailles (3, place André-Mignot). Vous pouvez dès maintenant donner votre avis au procureur de la République de Versailles (même adresse), ainsi qu'à monsieur le ministre de la Justice, 13, place Vendôme, 75042 Paris cedex 1 (dispensé d'affranchissement).

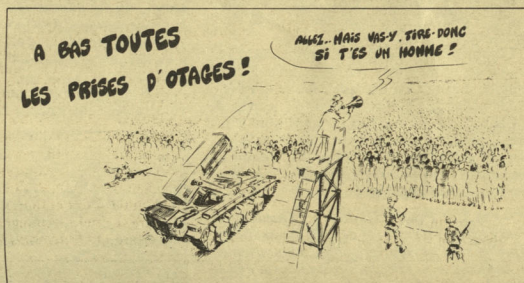
Voici le texte que nous vous proposons : « Jehan Guy, objecteur insoumis, passera en procès le 16 décembre 1986, à Versailles... pour délit d'opinion, crime qui, paraît-il, n'existe pas en France " terre des libertés ". (Nom, prénom) exige que le 16 décembre 1986, Jehan Guy sorte du tribunal comme il y sera entré : en homme libre. Seul un non-lieu sera acceptable. Date. Signature. »

Le jour du procès, votre présence est vivement souhaitée ! Versailles n'est qu'à 10 ou 15 minutes de Paris, par le train (Gare Montparnasse ou Saint-Lazare).

Gr. antimilitariste des Mureaux.

Le Groupe antimilitariste des Mureaux peut être contacté en écrivant au G.A.M., 14, chemin des Sarrazins, 78250 Meulan.

Jeudi 20 novembre
49^e jour de détention pour Bernard Jaudon
(objecteur insoumis), otage de l'Etat français,
détenu à la maison d'arrêt de Châlons.



Questions

- aux magistrats et autres auxiliaires de justice ;
- à ceux qui m'accablent ;
- à ceux qui me soutiennent ;
- à ceux qui prétendent me soutenir parce qu'ils n'osent pas dire que je les emmerde ;
- à ceux qui ont monté cette machination ;
- à ceux qui refusent de m'aider à la démonter ;
- à ceux qui cherchent à m'imposer un silence complice de ma prétendue culpabilité ;
- à ceux qu'un tel silence reconforterait ;

M ON inculpation pour contrefaçon reposant uniquement sur le fait que j'ai touché certains films (une trentaine sur plus de cent), je demande : est-il possible d'établir (c'est le rôle de l'accusation), autrement que par des présomptions, que ces films ont été manipulés de façon frauduleuse ? Pourquoi ne pas croire Bernard Chatron (pris en flagrant délit de contrefaçon) et moi-même (interpellé à mille kilomètres de là) lorsque nous affirmons (sans jamais avoir pu nous concerter) que la présence de mes traces de doigts sur certains films est la conséquence unique de l'entretien houleux que lui et moi avons eu et au cours duquel il m'a présenté une enveloppe contenant ces films, que seuls l'étonnement et l'ignorance m'ont conduit à manipuler, et que je lui ai restitués, en lui opposant un refus énergique et sans appel de participer de près ou de loin, à une telle contrefaçon ?

Si l'hypothèse inconcevable de la manipulation frauduleuse continuait à être retenue, comment expliquer alors que mes empreintes ne figurent pas sur les montages de films ayant directement servi à la contrefaçon, puisque ces films s'interfèrent (aucun d'eux ne pouvant exister sans les autres) et que la présence partielle de mes empreintes ne peut s'expliquer que par des attouchements occasionnels ou accidentels dépourvus de cet aspect méthodique, systématique et régulier indispensable à la bonne exécution d'un travail de ce type, qu'il soit destiné ou non à la contrefaçon ?

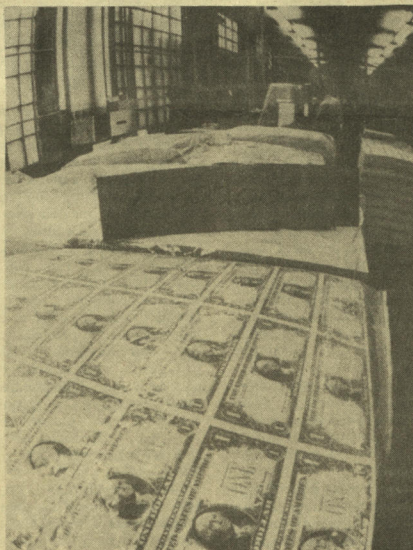
Les droits de l'homme exigeant que soient précisées à tout inculpé les raisons qui motivent son incarcération et le mandat d'amener stipulant dans mon cas « contrefaçon de billets de banque », n'ai-je pas le droit élémentaire de connaître où, quand, comment et dans quelle condition précise j'ai prétendument effectué cette contrefaçon ?

Existe-t-il une seule preuve, un seul témoignage, une seule certitude raisonnable et tangible que j'aie pu participer à la moindre contrefaçon ?

Se servir de l'existence parcellaire de mes empreintes sur certains films non déterminants relève-t-il de la justice ou bien du non-sens, du non-droit et de l'acharnement ?

Mon absence à tous les moments de la contrefaçon (achat du matériel, préparation et gravure des plaques, impression et massicotage des planches de billets) y compris au moment du simulacre de flagrant-délit, absence confirmée et reconfirmée par la totalité des dépositions, ainsi que par l'ensemble des éléments de l'enquête (filatures, photos, interrogatoires, écoutes téléphoniques) établit-elle (cette absence) ma culpabilité ou mon innocence ?

Depuis le tout début de l'enquête, le 27 août 1986, ai-je une seule fois changé de moyen de défense ? ai-je une seule fois varié dans mes déclarations ? est-il un seul élé-



ment, un seul interrogatoire qui soit venu infirmer la moindre partie de mes dépositions ?

Ne suis-je pas en droit de me demander pourquoi l'on s'acharne sur moi de la sorte, pourquoi je suis maintenu en détention, et, surtout, à qui profite l'assassinat social dont je fais l'objet ?

Enfin (et les questions suivantes découlent directement de la précédente, à moins que ce ne soit le contraire), pourquoi et sur l'ordre de qui la police s'est-elle volontairement gardée de procéder à un flagrant-délit réel qui aurait permis l'arrestation des destinataires des faux billets ?

Comment à partir d'un seul prénom (Bernard), la police est-elle parvenue à la conclusion qu'il s'agissait de Bernard Chatron, travaillant aux Lettres Libres tout tout le monde sait que je suis le fondateur ?

N'est-on pas en droit légitime de se demander si le four-nisseur des films originaux (sans lesquels il n'y a pas de contrefaçon possible), le destinataire des billets et le délateur ne sont pas une seule et même personne (et pourquoi pas un provocateur) que la police accepte de couvrir (mon arrestation et la disparition des Lettres Libres étant largement suffisantes à les satisfaire) ?

Comment expliquer, alors que mes empreintes (encore une fois très partielles) ne seront découvertes que le 28 août, que j'apparaisse dès le 27 (alors que je me trouve à mille kilomètres), dans l'ensemble de la presse comme le « faussaire du siècle » ? Qui a fourni cette information hâtive et mensongère ? à qui profite-t-elle ?

Puisque tout est fait pour donner autant de retentissement à mon arrestation, comment expliquer, alors que je suis inculpé de contrefaçon de billets de banque, que jamais, ni la police ni le juge, ne m'aient demandé d'où provenaient les films ni à qui étaient destinés les billets ? Existe-t-il un seul faussaire au monde à qui l'on n'ait pas au moins une fois posé l'une ou l'autre de ces questions, sinon les deux ?

Savait-on que j'ignorais la réponse ? (ce qui laisse supposer que l'on me tient pour bien moins responsable que ne le laisse croire ma détention) ou bien craindrait-on que, dans un moment d'épanchement semblable à celui qui l'a poussé à me montrer une partie des films, Bernard Chatron m'ait confié le nom d'un personnage important ?

Qui donc en effet se trouve à même d'écouler sept milliards de centimes sinon une personnalité de la politique ou de la haute finance ? Assurément pas moi ni Bernard Chatron, en tout cas.

Et pour en finir avec les questions, de quel privilège le procureur de la République est-il en droit de se prévaloir pour oser faire illégalement état dans ses réquisitions de condamnations vieilles de vingt ans et pour lesquelles la justice m'a réhabilité ? A qui, je le redemande, peut bien profiter cet acharnement et cet assassinat social dont je fais l'objet et qui se concrétise non seulement par mon incarcération, mais aussi par la fermeture, la perte de mon entreprise et le licenciement des salariés ?

Serge LIVROZET

INTERVIEW

L'enfer du Nord paradis des Scraps

« **L** E plus urgent ne me paraît pas tant de défendre une culture dont l'existence n'a jamais sauvé un homme du souci de mieux vivre et d'avoir faim, que d'extraire de ce que l'on appelle la culture, des idées dont la force vivante est identique à celle de la faim », dit Antonin Artaud, en préface au *Théâtre et son double*.

Sous cet éclairage, il faudra bien un jour reconnaître la vague punk pour ce qu'elle est : cette lame de fond qu'Artaud annonçait et appelait il y a cinquante ans ; une rupture un peu sans doute à la manière du mouvement dadaïste des années 20, avec la séparation acteur/spectateur (actif/passif) et le monopole dans la création qu'elle introduit. C'est aussi un

refus (chez les anarcho-punks) de l'industrie du disque, des trusts, de ce règne capitaliste de la marchandise et du spectacle que stigmatisaient déjà, et à juste titre, les situationnistes. C'est également une tentative de structurer des espaces musicaux alternatifs (fanzines, auto-productions, circuits autogérés...).

En février 1986, les Scraps assuraient la partie musicale du meeting organisé par le groupe de Lille de la Fédération anarchiste, intitulé « Au lieu d'être, agissons ! », et la scène n'existait plus : le chanteur dansait dans la salle et les spectateurs hurlaient sur scène. Les Scraps animent également sur Radio-Campus (tout comme le groupe F.A. pour « La voix sans maître ») une émission hebdomadaire « Raw Power »,

dont le titre se veut un hommage aux premiers morceaux d'Iggy Pop, musicien sans concessions et définitivement rebelle (« I'm not a guy who dresses like a king », « Je ne suis pas un gars qui s'habille comme un roi »), annonce-t-il dans son dernier 33-tours).

Les Scraps dénoncent musicalement le racisme, les brutalités policières, le militarisme, le monde des beaufs, la France profonde de Pasqua et Pandraud. A leur manière, ils sont de tous nos combats, radicalement. En toute liberté, nous leur laissons donc la parole. Un entretien qui démonte...

Willy PELLETIER (Gr. de Lille)

— **Le Monde libertaire** : Succinctement, parlez-nous de l'origine du groupe, de sa composition et des antécédents musicaux de chacun des membres ?

— **Scraps** : Les Scraps ont commencé leurs agissements subversifs et leur combat contre l'apathie, les tentacules de l'Etat et l'intolérance entretenue par les flics et les autorités vers la fin de 1983. Après quelques changements de « personnel », l'ossature définitive du groupe se compose de « Gros Bœuf » à la gratte, « Punz » à la basse, « Crasseux » à la frappe et « Charogne » aux vocaux, « Max » assurant quant à lui la recherche de concerts et les contacts...

Les membres du groupe ne connaissent pas le solfège, n'ont jamais fréquenté un conservatoire de musique ou une quelconque « usine » à déchiffrer des notes, si ce n'est le perfide « Charogne » qu'on forçait dans son jeune âge à annoncer avec ses petits camarades de classe *La Marseillaise*, le 14 juillet, devant un monument glorifiant les assassins des deux guerres... Aarrggghhhh !

— **M.L.** : Punk ? Hardcore ? Quelle différence existe-t-il entre ces deux dénominations ? Quelles sont les caractéristiques du mouvement « hardcore », ses origines et ses lieux d'expansion ?

— **S.** : Punk, hardcore, skate-punk, anarcho-punk... tout ça ce sont des étiquettes collées par des journalistes de la presse éditée, payés aux gros titres racleurs et aux scandales putréfiés ; étiquettes et classifications qui font le jeu de l'Etat et de ses chiens de garde puisqu'elles divisent les gens entre eux au lieu de les unir pour foutre en l'air le pouvoir.

Disons que, pour gagner du temps, on a coutume d'appeler hardcore, trashcore, une forme d'expression musicale encore plus extrémiste et indépendante, qui refuse de se prostituer sur des gros labels capitalistes, rejette les compromis et les magouilles du circuit commercial insipide et refuse de faire partie d'une quelconque mode récupérable et modelable à volonté par les batards friqués...

De ce fait, nous agissons dans un milieu autogéré et indépendant de toute pression politique ou financière, avec la plupart des concerts dans des squats ou des centres alternatifs, des labels de distribution vraiment autonomes et des « zines » qui propagent une information objective et non récupérée. Tout ça pour rester sincères, libres, actifs et efficaces !

— **M.L.** : Un mouvement de jeunes pour l'essentiel (20 ans environ) ? Quelles sont vos relations avec les personnes plus âgées ? Et avec les plus jeunes ?

— **S.** : Pour nous, l'âge n'est pas un critère ou un obstacle... Des pantins bornés et serviles y'en a qui ont 80 ans, mais on en trouve aussi chez les « ados ». A toutes les barrières et les ceillères qu'on essaie de nous imposer, ce serait vraiment stupide d'y ajouter celle de l'âge. De toute manière, la passivité, l'intolérance, la violence et la soumission n'attendent pas le nombre des années. En fait, on a de très bonnes relations avec des « keums » engagés, actifs et tolérants ; les beaufs, on les emmerde et on dénonce leur connerie !

— **M.L.** : Vous parlez de paix, combattez la guerre et défendez les droits de l'homme et les libertés... Quel est votre point de vue et vos sentiments à l'égard d'autres mouvements qui, comme vous, combattent la guerre ou la violence ?

— **S.** : Bien que l'on soit critique vis-à-vis de leur fonctionnement interne, de leur manière d'agir, de se comporter et de faire connaître leurs informations ou leurs idées, on ne peut que soutenir toute forme de lutte contre la violence, la guerre, l'ineptie nucléaire... Donc les mouvements comme Amnesty International, Greenpeace, L'A.N.C., et j'en passe, sont indispensables pour créer un véritable réseau de lutte contre la répression, le mépris des

droits de l'homme et tout ce qui peut porter atteinte à notre dignité d'être humain.

Toutefois nous restons toujours vigilants vis-à-vis de certaines organisations quant à leurs objectifs réels et à leur orientation politique. Mais il est certain que c'est en unissant nos moyens d'actions et nos informations que nous pouvons être efficaces et rester ferme vis-à-vis de toutes les pressions extérieures... Alors, à nous d'agir !

— **M.L.** : Vos idées ressemblent beaucoup à celles du « mouvement de 1968 ». Le connaissez-vous ? Quel est votre point de vue sur cette période ? Avez-vous des contacts avec des gens qui faisaient partie de ce mouvement ?

— **S.** : 1968 nous a montré que l'Etat était vulnérable et désemparé face à une situation

avoir l'impression d'être différent et le revendiquer clairement.

Assumer cette image qui dérange n'est pas toujours facile, car il faut subir incessamment des embrouilles avec les flics (contrôles d'identité, coups dans les reins, gardes à vue, etc.), les agressions des beaufs nourris à l'intolérance et à la violence, sans compter celles des néonazis au crâne rasé adeptes de la batte de base-ball et du poing américain.

Dans le meilleur des cas ça se solde par des agressions verbales, mais bien souvent cela se termine par un petit séjour à l'hôpital. Mais rien ni personne ne nous empêchera de hurler ce qu'on a à dire et on est pas prêt de se laisser brimer par des crétins en uniforme ou des tarés qui ont le trou du cul à la place du cerveau !



Nous participons également à de nombreux manifs et concerts contre les brutalités policières, le nucléaire (militaire et civil) et l'extrême droite. Nous soutenons des actions pour les droits et la défense des insoumis et des réfractaires, nous dénonçons la barbarie des expériences en laboratoire et la vivisection qui révèlent une fois de plus l'être humain sous son vrai visage de tortionnaire insensible et de brute assoiffée d'hémoglobine, qui libère ses pulsions morbides sur des animaux sans défense et étrangers à la cupidité et à la violence humaine...

Tous les membres du groupe sont, ou vont être objecteurs (ou réformés, si possible) pour échapper à l'armée et à sa connerie meurtrière. « Object and refuse ! »

— **M.L.** : Vos réalisations jusqu'à présent et votre avenir (concerts, disques...)?

— **S.** : Jusqu'à présent, nous avons sorti une « démo » cassette de sept titres en juin 1985, un mini 33-tours avec six titres au mois d'avril 1985 et nous apparaîtrons également sur la superbe « compil » *Rapsodie* réalisée par le label Jungle Hop International, qui regroupe également dix autres groupes alternatifs.

Nous rentrons tout juste d'une tournée délicate en Allemagne et en Scandinavie, ce qui fait que nous sommes à la recherche de concerts en France... alors n'hésitez pas à nous contacter. Sinon, nous espérons sortir un nouveau disque au printemps prochain. En tout cas, notre adresse est la suivante : Scraps, 43, rue de Turenne, 59000 Lille, et nous adorons répondre au courrier... « Communication, not isolation ! »

Propos recueillis par le gr. de Lille

— **M.L.** : Quelle est l'ampleur du « mouvement hardcore » ? Y-a-t-il des relations avec les autres pays ? Par quels moyens ?

— **S.** : Plutôt que de « mouvement hardcore », je parlerais plutôt de scène alternative, qui est très développée à l'étranger et en pleine expansion ; de plus en plus de groupes anti-commerciaux, d'endroits autogérés pour jouer, de labels anti-exploitation se créent. Que ce soit en R.F.A., en Scandinavie, aux Etats-Unis, mais également en Pologne, au Brésil ou au Japon... Tout cela crée un réseau alternatif très diversifié et actif, solidaire et indépendant, qui permet à tous de s'exprimer sans contraintes commerciales ou politiques. Et, tout ce beau monde communique et se développe par l'intermédiaire de fanzines, radios associatives, etc., qui font un travail admirable et sans qui rien ne pourrait exister.

— **M.L.** : Revenons au groupe... quelles sont ses actions dans l'esprit du mouvement alternatif ?

— **S.** : En plus du groupe, nous nous occupons également d'une émission de radio, « Raw Power », le mardi sur Radio-Campus, une radio associative, non commerciale, anti-

ANGLETERRE

Répression à Bristol

J EUDI 11 septembre, juste après 16 h, les forces de police d'Avon et de Somerset ont effectué une descente soigneusement préparée dans la banlieue de Bristol, à Saint Paul's. L'opération « Delivery » fut préparée au moins deux mois à l'avance, selon des sources policières. Cette action doit être considérée comme le prolongement des raids policiers dans les zones où la population noire habite ; raids organisés sous le prétexte d'étouffer le marché de la drogue, mais dont le but est actuellement de terroriser la population.

Il faut savoir également qu'à Saint Paul's, la population entretient un fort sentiment de haine envers les flics. Et puis, chose importante, il ne se vend que des drogues douces. En effet, pour le reste, il faut aller dans les quartiers « rupins » de Bristol ! Cette activité est donc tolérée, sinon encouragée, par les résidents du coin.

Stratégie de la tension

La police a conscience de cet état de fait, ce qui pose la question de savoir pourquoi six cents abrutis en uniforme anti-émeute (dont beaucoup venaient de casernes éloignées de Bristol) sont descendus à Saint Paul's ce jeudi-là. Etait-ce pour

exterminer la mafia du vice qui terrorisait Saint Paul's, comme l'affirma l'officier supérieur ? Ou tout simplement l'Etat anglais voulait-il terroriser Saint Paul's, créant un climat de peur au sein de la population pour des raisons qui lui sont propres, exacerbant un sentiment raciste quelques fois dissimulé, mais jamais très éloigné, chez la plupart des habitants blancs ?

N'était-ce pas plutôt l'application partielle de cette stratégie de la tension poursuivie par l'Etat anglais, afin de diviser encore davantage les exploités et de préparer une militarisation renforcée de la société pour mieux restreindre nos libertés fondamentales ? L'avis des habitants qui commentaient après coup le raid policier fut un « oui » sans équivoque.

Stratégies policières

Les forces de l'ordre ont développé d'autres tactiques depuis les émeutes des années 1980 et 1981. Elles ont pensé que la meilleure façon de contrôler la foule est de la circonscire à l'intérieur des voies principales traversant Saint Paul's.

Pour ce faire, la police fit de gros efforts pour « tenir » Grosvenor Road, City Road et Ashley Road (voir plan ci-dessous), puis elle a pu

charger les personnes dans les rues adjacentes débouchant sur les avenues principales. Cette tactique nous rappelle celle utilisée par les flics lors de la grande grève des mineurs et qui consistait à « saucissonner » la foule dans les avenues larges, à isoler des groupes, puis à lancer à leur

poursuite des brigades légères d'intervention (cette tactique fut utilisée à son maximum par les flics lors des manifestations antinucléaires à Plogoff, N.d.R.) pour interpellations et arrestations.

Aujourd'hui, la classe dominante anglaise exerce sa violence sur les exploités de façon beaucoup plus vicieuse qu'elle ne le fit pendant ces cinquante dernières années. C'est l'un des signes de son sentiment d'insécurité au moment où le fossé entre riches et pauvres s'élargit. Au moment également où les laissés pour compte de toute catégorie donnent libre cours à leur désespoir, que cela soit par la violence physique dans les piquets de grève ou dans les ghettos.

Au moment enfin où l'impérialisme britannique, passé comme présent, se replie à l'intérieur de ses frontières historiques, il faut avoir conscience de deux dangers : le premier est la résistance du capitalisme et la puissance de l'Etat. La classe dominante a désespérément besoin de diviser les exploités et donc de les affaiblir. L'un des moyens les plus judicieux est bien entendu le racisme.

Le second danger vient de la « gauche » qui proteste haut et fort contre le racisme et l'impérialisme, mais qui — pour lutter contre ces formes d'exploitation — demande à la population noire de faire confiance aux directions des partis révolutionnaires (composées de leaders blancs des classes moyennes, tous masculins !). La gauche ne voit dans les émeutes de Saint Paul's qu'un moyen de recruter massivement. La communauté de base est, comme le pensent les anarcho-syndicalistes, l'endroit où, à l'exemple du lieu de travail, les exploités peuvent s'organiser, combattre et autogérer leurs luttes.

Rel. internationales
(D'après « Direct Action »)

ÉTATS-UNIS

Centenaire d'une maison d'édition

La société Charles H. Kerr, la maison d'édition révolutionnaire la plus ancienne du monde entier, fête en ce moment son 100^e anniversaire. Créée quelques semaines avant la tragédie de Haymarket en 1886, Kerr est reconnu comme l'éditeur le plus proche des Industrial Workers of the World (I.W.W.) à son apogée et de l'aile gauche révolutionnaire, antiparlementaire du vieux Parti socialiste.

Un parti pris de non-sectarisme dès le début a amené la société à éditer une grande partie des écrits révolutionnaires dissidents dont les manuscrits étaient rejetés par les maisons commerciales. Des œuvres classiques de personnes ou au sujet de Edward Carpenter, Ralph Chaplin, Clarence Darrow, Eugène Debs, Arturo Giovannitti, Covington Hall, William D. Haywood, Mother Jones, Pierre Kropotkine, Jack London, Mary Marcy, William Morris, Lucy Parsons, Emile Pouget, P.-J. Proudhon et encore beaucoup d'autres.

Le mensuel *International Socialist Review*, édité par Mary Marcy,

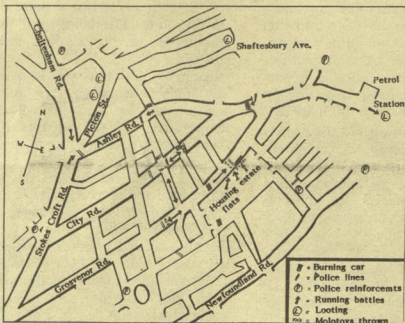


Le journal révolutionnaire américain le plus influent jusqu'à son interdiction en 1918 pour son opposition à la Première Guerre mondiale. Cette revue publia beaucoup d'écrits anarchistes et anarcho-syndicalistes comme ceux de Georges Barrett, Joe Hill, William C. Owen, Vincent St John...

Kerr a célébré son centenaire de façon appropriée en éditant plusieurs livres dont la magnifique anthologie de Haymarket de Dave Roediger et Franklin Rosemont. C'est une compilation importante de documents anciens ou plus récents qui rendent compte de l'impact international produit par les anarchistes de Chicago en 1886.

Les titres à venir seront nombreux et, parmi eux, une anthologie des I.W.W. réalisée par Joyce Kornbluh, *Voix de rebelles*. Vous pourrez obtenir le catalogue de Kerr en écrivant tout simplement à l'adresse suivante : Charles H. Kerr Publishing Company, 1740 West Greenleaf Avenue, Chicago, Illinois 60626, Etats-Unis.

Rel. internationales

PORTUGAL (2^e PARTIE)

Le mouvement libertaire

EN juillet 1978, fut organisée la première Semaine de la présence libertaire, avec le soutien de la Fédération anarchiste de la région portugaise (F.A.R.P.) : films, pique-nique, forums et festivals se sont déroulés à Lisbonne et dans sa banlieue. Il y eut encore des débats sur le syndicalisme, la marginalité, la délinquance et le problème des prisons, ainsi que des discussions sur la littérature fantastique.

Cette semaine compte parmi les manifestations les plus importantes de cette période et a pu voir le jour malgré les nombreuses difficultés organisationnelles. Durant cette même année, la librairie Sotavento a été ouverte à Faro (ville au sud du Portugal) et le journal *O meridional* a commencé à paraître régulièrement.

Activités de 1979 à 1982

En 1979, plusieurs publications libertaires ont cessé de paraître, notamment *O meridional*, *Action directe* et *O Corvo* et *Satanas* (deux bulletins de jeunes). La deuxième série du *Bulletin de relation anarchiste*, organe d'information du mouvement extra-F.A.R.P., s'arrêta la même année. Avec la suspension de ses activités pour une durée indéterminée et la démission du comité de relations, la F.A.R.P.-F.A.I. propose au Centre de culture libertaire (C.C.L.) d'être le dépositaire, après la réunion de dissolution du 19 novembre-1979 de ce « qui reste » de la fédération.

Le mois de janvier suivant a vu la convocation, autour du journal *A Batalha*, d'une rencontre anarcho-syndicaliste, mais les résul-

tats furent loin d'être ceux qu'attendaient les camarades anarchistes. La première fête du journal *A Batalha* eut lieu le 11 avril 1980.

Nous allons maintenant procéder à une petite chronologie des activités et interventions anarchistes au Portugal jusqu'à aujourd'hui.

21 avril 1980. Création des archives historico-sociales, section du Centre d'études libertaires (*A Batalha*), ayant pour but de réunir toute documentation portant sur l'histoire du mouvement ouvrier et libertaire. Des locaux furent « offerts » par la bibliothèque nationale.

27 octobre 1980. La deuxième Semaine de la présence libertaire commença et se termina le 2 novembre. Les débats portèrent essentiellement sur l'antimilitarisme, les énergies alternatives, l'anarchisme aujourd'hui. Cette semaine s'est concentrée sur un seul local et il a fallu reconnaître qu'elle avait attiré beaucoup de moins de monde que la précédente.

L'année 1981 a vu l'organisation d'une rencontre-débat sur Kropotkine, prise en charge par le Centre d'étude libertaire (C.E.L.), des tentatives d'élargir l'audience du journal *A Batalha*, la modernisation du matériel d'imprimerie du C.C.L. Tous ces efforts ont permis de diminuer les dépenses et autorisé par conséquent la continuation du travail d'édition.

9-15 août 1982. Organisation par le C.E.L. et des écologistes indépendants du Nord d'un festival contre l'implantation de la centrale nucléaire de Sayago (Espagne). Ce festival s'est déroulé à Miranda do Damo, avec succès, mais sans pour autant attirer les foules !

16 août 1982. *A Batalha* organise sa deuxième fête, conjuguée à un spectacle. Cette fête fut l'occasion pour de vieux militants et de plus jeunes de pouvoir se rencontrer, mais n'a pas permis de remplir les caisses du journal... ce qui était, il faut le dire, le but principal de cette manifestation.

6-7 novembre 1982. La deuxième Conférence libertaire fut appelée à Coimbra par des camarades locaux. Cette rencontre fut suivie par la tentative de réorganisation des groupes et collectifs libertaires existants. Cela a abouti à la parution d'une courte série du *Bulletin de relations anarchiste* (B.R.A.). Les compagnons des régions Nord et Centre se constituèrent en une coordination libertaire.

De 1983 à aujourd'hui

Mars 1983. La troisième Conférence libertaire se tint cette fois à Lisbonne. Le bilan fut négatif, tant au niveau de la participation qu'à celui des résultats pratiques. Il faut noter la disparition du *Bulletin de relations anarchiste*. A Porto, s'ouvre la librairie Utopie.

20 novembre 1983. Le second séminaire, à Lisbonne, se déroule dans une ambiance excellente. Des problématiques-clés comme le pouvoir, le pacifisme et la non-violence, l'antimilitarisme, etc., ont pu être discutées, grâce au travail du collectif de la revue *A Ideia*. Revue qui, cette année-là, changea de série et apparut qualitativement comme supérieure. Le C.E.L., quant à lui, a perdu son local pour la troisième fois depuis la révolution d'avril.

L'année 1984 verra la fin de la parution du journal *Voz anarquista*, après 74 numéros. Le C.C.L., son éditeur, publie actuellement une nouvelle revue appelée *Antiteza*, dont six numéros sont parus à ce jour.

1-15 août 1984. Le deuxième camping libertaire (le premier s'étant tenu en 1982, à Macedo de Cavaleiros) est organisé par les camarades du Nord et du Centre. A remarquer également la sortie du journal *A margem*, actuellement disparu.

L'année 1985 se révèle positive. Une meilleure structuration du réseau de solidarité anarchiste se fait jour, à Coimbra. Il soutiendra les prisonniers, après la disparition du Comité de solidarité anarchiste. Plusieurs compagnons mettent en place des structures, afin de préparer les activités commémoratives des cents ans de l'anarchisme au Portugal prévus pour 1987.

Ce petit récapitulatif permettra aux lecteurs du *Monde libertaire* de connaître la situation du mouvement anarchiste au Portugal. Ce tour d'horizon ne serait pas complet si nous ne mentionnons pas les collectifs d'éditions tels Sementeira ou encore Mandragora, qui se penche davantage vers des activités théâtrales et l'art plastique. Il nous faudrait aussi signaler l'existence de la section portugaise de la Fédération ibérique des Jeunes libertaires (F.I.J.L.) qui a toutefois arrêté de publier son bulletin *O despertar*. L'année prochaine se tiendront donc les commémorations du centenaire de l'anarchisme au Portugal, mainte fois remises pour des raisons financières, mais qui constitueront à n'en pas douter un événement d'importance.

Relations internationales

Rencontre-débat avec l'Atelier de création libertaire

REDÉFINITION DE L'ANARCHISME

Changer le capitalisme... ou y vivre moins mal ?

Q U'il soit nécessaire de redéfinir aujourd'hui l'anarchisme constitue une évidence qui frôle la banalité de base pour quiconque, ayant la révolte au cœur, ambitionne de changer le système social existant. Une société en effet évolue et se transforme sans cesse et il est fondamental que l'anarchisme adapte en permanence des grands principes de base, son mode d'organisation et sa stratégie aux mutations en cours. Simple souci de « communication », comme on dit aujourd'hui.

Mais il y a adaptation et adaptation. Si on s'en tient aux différents textes publiés par l'Atelier de créa-

tion libertaire sous forme de quatre brochures censées « former un tout représentatif d'un anarchisme contemporain, divers et antidogmatique », la période présente se caractérise par la « déchéance » de la classe ouvrière comme sujet révolutionnaire et par une formidable capacité du capitalisme à intégrer ses contradictions et ses contestataires. Certes, on ne nous dit pas vraiment que la lutte des classes est devenue archaïque — la réalité présente du chômage... implique un minimum de pudeur —, mais...

Fort de ce « constat », la plupart des auteurs qui s'expriment dans

ces brochures en arrivent tout naturellement à s'interroger sur la possibilité d'une révolution dans un tel contexte. De Jong pense, par exemple, que l'« idée d'une révolution complète détruisant l'ordre régnant n'est pas réaliste pour les anarchistes ». Et L. Lanza, J. Freire, H. Stowasser, T. Ibanez vont même jusqu'à prétendre que la révolution est désormais impossible et à déclarer, pour certains d'entre eux, qu'il s'agit là d'un concept désormais obsolète.

Dans ces conditions, rien d'étonnant à ce qu'un J. Freire se fasse l'avocat d'un « anarchisme non révolutionnaire », c'est-à-dire réformiste. Dès lors en effet que l'on pense qu'il n'y a ni possibilité ni raison de sortir du royaume de l'exploitation et de l'oppression de l'homme par l'homme, on voit mal comment emprunter un autre chemin que celui du réformisme. Un réformisme bon teint, avec participation aux élections et à l'exercice du pouvoir ou un réformisme « honteux », errant comme une âme en peine dans les salons de l'éthique ou encore froufrou-tant d'allégresse dans les jardins suspendus de l'existential.

On l'aura donc compris, sous couvert de redéfinition, la grande majorité des auteurs des contributions figurant dans ces brochures de l'A.C.L. en arrive à remettre en cause l'être profond de l'anarchisme, à savoir son caractère social et révolutionnaire. Et on ne peut que s'en attrister à l'heure où la restructuration du capitalisme actuellement en cours éjecte la misère à tous vents et où le socialisme autoritaire s'effondre au hit-parade de l'espoir. Car, plus que jamais auparavant, nous nous trouvons confrontés à l'alternative : socialisme libertaire ou barbarie ; et on voit mal comment un renversement de perspective de cette ampleur (celle d'une civilisation) pourrait faire l'économie d'une révolution sociale.

Ainsi, entre les ayatollahs énonces de textes sacrés et les éternels découvreurs d'une Amérique réformiste qui fait eau de toute part, la voie est étroite pour ceux qui ont à cœur d'actualiser l'anarchisme, son projet social, son mode organisationnel et sa stratégie de révolution sociale. Mais on nous pardonnera de continuer, petits besogneux du militantisme, à y crapahuter et à y planter les poteaux d'angles de nos révoltes et de nos espoirs. En essayant autant que faire se peut de vivre en anarchistes dans ce système de merde. Mais sans jamais perdre de vue qu'il nous faudra donner le baiser de la mort au Vieux Monde pour que l'ensemble de l'humanité puisse vivre la liberté, l'égalité et l'entraide qui constituent l'être profond du projet anarchiste.

Si donner forme à un anarchisme contemporain apparaît pour beaucoup comme d'une urgente nécessité, il va sans dire, comme en témoignent les deux textes suivants, que le débat — tout en restant ouvert — n'en demeure pas moins controversé sur la forme même que doit revêtir cet anarchisme. Alors, à samedi...

L'équipe d'animation



Les luttes de classes sont-elles hors sujet ?

L'ATELIER de création libertaire a rendu compte dans une brochure des débats qui eurent lieu à Venise en 1984 sur l'anarcho-syndicalisme et les luttes ouvrières. Rien ne transparaît dans ces cents pages (1) sur l'analyse de la situation économique et sociale, tant en Europe que dans les pays du tiers monde. Rien n'indique la teneur des débats quant à la capacité des militants anarchistes à s'inscrire dans les luttes : aucune retombée de la prise du pouvoir par des partis socialistes en France, Espagne, Grèce ; aucun commentaire sur les sociales-démocraties ou les mouvements sociaux en Amérique latine, Grande-Bretagne, Asie du sud-est, Inde, etc. En deux mots, les débats auraient-ils porté sur la qualité du silence anarchiste en la matière ?

Ni Daniel Colson ni Luis Andres Edo ne parlent véritablement d'anarcho-syndicalisme : l'un nous entraîne vers les paradis utopiques et les non-stratégies des militants ouvriers, l'autre entreprend de rêver à une centrale anarcho-syndicaliste au parfum puriste du radicalisme (pas de négociations, pas de syndicats intégrés au capitalisme). Octavio Alberola tente de préciser les termes de luttes de classes, d'unité syndicale et de contenu révolutionnaire des revendications ouvrières en assaisonnant le tout de vocables nébuleux ne réussissant qu'à accroître l'opacité du propos. Ni l'article portant sur la cogestion à la bolivienne ni le rapide panorama tracé par Nicolas Trifon sur le syndicalisme libre des pays de l'Est ne réinscrivent la brochure dans un contexte contemporain.

L'anarcho-syndicalisme et les luttes actuelles des classes ouvrières seraient-ils à jeter aux poubelles de

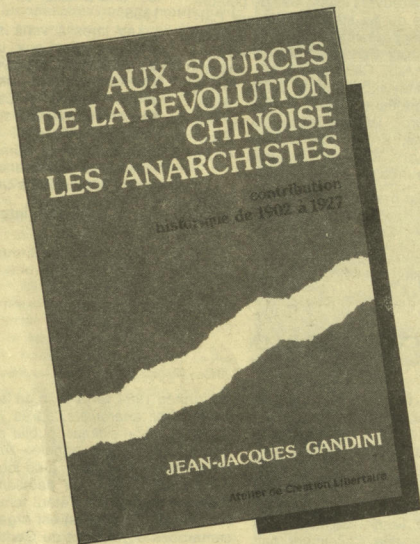
l'histoire ? Ohé camarades, ouvrez vos fenêtres, levez votre nez de vos bibliothèques : la lutte des classes est de plus en plus présente de par le monde. Et ce n'est pas parce qu'en France l'initiative est aux mains de la bourgeoisie qu'il faut enterrer l'anarcho-syndicalisme. C'est justement parce que le syndicalisme « officiel » recule, que le Capital grignote les avantages sociaux et qu'il modifie la structure du travail, que les vieux propos d'émancipation, d'autogestion, de réappropriation de la vie quotidienne ne doivent pas rester enfermés dans les grimoires. Et c'est parce que la lutte des classes s'internationalise qu'il faut réactualiser les propositions anarchistes.

Rompons les rangs avec un passé mythique, réinstallons les luttes sociales dans les mouvements contemporains et nous verrons que l'anarchisme demeure une proposition concrète, non utopique et qui déborde largement le cadre dessiné par la brochure *Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières*.

Que ce soit à Barcelone en 1936 ou au cours des luttes ouvrières organisées par la C.G.T. avant 1914, ou encore lors du durcissement des conflits des mineurs anglais, africains et boliviens, il s'agit toujours des mêmes luttes : seuls les exploités ont intérêt à ce que le monde change. Une lapalissade, direz-vous ; certes, mais un propos réaliste qu'il semble bon de rappeler à ceux qui enfouissent la révolution sociale sous leurs désillusions et leur incapacité à réactualiser les luttes des anarchistes au sein du mouvement ouvrier et paysan.

Thyde ROSELL

(1) « Anarcho-syndicalisme et luttes ouvrières », 1985, 104 p., 56 F., en vente à la librairie du Monde libertaire.



Venise 1984

L'INTENTION des Rencontres internationales de Venise en 1984 était de faire se rencontrer dans plusieurs lieux d'une même ville des gens ayant soit une théorisation des idées anarchistes, soit une pratique passée ou présente d'expériences libertaires, autogestionnaires. Rassembler des intellectuels et des militants, des autogestionnaires et des anarchistes dans des débats communs, était une démarche intéressante et pouvait laisser présager des échanges fructueux.

De fait, rendre compte des débats qui eurent lieu en quatre langues n'était pas chose aisée et, comme dans tout échange, la confrontation de pratiques et d'analyses différentes qui constitue la partie la plus riche est de même celle qui est la plus difficile à restituer.

Faire se rencontrer des libertaires pour s'exprimer sur l'anarchisme contemporain en 1984, c'était un pas vers une actualisation de nos idées, mais il était difficile de penser qu'en une semaine de réflexion serait solutionnée la question du « comment militer aujourd'hui ? ». D'autant plus difficile que, pendant cette semaine, les discours militants et intellectuels sont restés en parallèle sans jamais se rencontrer dans la plupart des cas.

Le contenu des réflexions de cette rencontre n'est que le reflet de l'état actuel du mouvement anarchiste mondial, c'est-à-dire souvent désinvesti du terrain social et à la recherche de nouvelles pratiques pour faire passer son message.

Monique FIGAROL

J.-M. RAYNAUD

Ouvrages de l'Atelier de création libertaire disponibles à la librairie du Monde libertaire

<i>Interrogations sur l'Autogestion</i> , 1979, 108 p.	18 F.
<i>L'Imaginaire Subversif</i> , 1980, 194 p.	60 F.
<i>Sociobiologie ou Ecologie Sociale</i> , Murray Bookchin, 1983, 52 p.	24 F.
<i>Femmes, Pouvoir, Politique, Bureaucratie</i> , 1984, 140 p.	30 F.
<i>Le Pouvoir et sa Négation</i> , 1984, 140 p.	33 F.
<i>L'Œuvre et l'Action d'Albert Camus dans la Mouissance de la Tradition libertaire</i> , Teodosio Vertone, 1985, 50 p.	30 F.
<i>Pa Kin, le Coq qui chantait dans la nuit</i> , J.-J. Gandini, 48 p.	24 F.
<i>Un Anarchisme contemporain, Venise 1984 :</i>	
Vol. 1. <i>Anarcho-syndicalisme et Luttes Ouvrières</i> , 1985, 104 p.	56 F.
Vol. 2. <i>Aventures de la Liberté</i> , 1985, 80 p.	44 F.
Vol. 3. <i>L'Etat et l'Anarchie</i> , 1985, 120 p.	58 F.
Vol. 4. <i>Sur la Révolution</i> , 1986, 104 p.	56 F.
<i>Colloque autour du Pouvoir</i> (textes parus dans I.R.L.), 1985, 21 x 30, 32 p.	20 F.
<i>Ciao Anarchici</i> , 1986, 110 p., grand format (250 photos sur la Rencontre internationale de Venise, 1984)	100 F.
<i>Explosions de Liberté, Espagne 36-Hongrie 56</i> , Frank Mintz, 1986, 204 pages	78 F.
<i>Anarcho-syndicalisme et Communisme, Saint-Etienne, 1920-1925</i> , Daniel Colson, 1986, 230 p.	120 F.
<i>Aux sources de la révolution chinoise</i> , J.-J. Gandini, 237 p.	82 F.

« Vingt-cinq ans d'art vivant »

de Michel Ragon

LES écrits de Michel Ragon sur l'histoire de l'art sont fondamentaux. Ceci pour plusieurs raisons, dont la plus importante vient de son origine sociale : issu du peuple, il a su garder l'envie d'écrire pour le peuple, ce qui est rare dans la critique d'art souvent écrite pour une élite. M. Ragon a cessé d'écrire sur l'art en 1969, pour se consacrer à l'histoire de l'architecture et à l'aventure romanesque. L'édition originale de cet ouvrage date de 1969. Il vient d'être réédité par les éditions Galilée et c'est un livre témoignage (1). Acteur principal de l'aventure de l'abstraction, il l'a défendue jusqu'à son académisation.

Cet ouvrage contient des témoignages indispensables à la compréhension de cette période-clé. Articles parus dans *Cimaise*, entretiens, lettres et portraits d'artistes, polémiques sur certains aspects, avec une iconographie augmentée, la lecture de cet ouvrage est agréable. Tous les courants de l'art, de 1944 à 1969, sont ainsi passés au crible : les abstraits et Cobra, le lettrisme, Arman, l'École de Londres et de New York et la nouvelle figuration.

Vous ne serez sans doute pas surpris si je vous dis que cet ouvrage délectable est indispensable pour comprendre l'art d'aujourd'hui, que ce livre est l'un des meilleurs sur le sujet — bien sûr des artistes sont oubliés, mais Ragon n'a pas la prétention de parler de tous les artistes existants, seulement de ceux qu'il aime. Un prochain ouvrage doit sortir l'année prochaine, le sujet en l'histoire du mouvement Cobra. Un rendez-vous à ne pas manquer.

André ROBERT

(1) Michel Ragon, « Vingt-cinq ans d'art vivant », éditions Galilée, 150 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

Hubert Selby ou le cauchemar américain

LE *Mayflower*, la conquête de l'ouest, le rock'n'roll, Hollywood, Rockefeller et Rambo, l'Amérique a su se tailler des mythes et des légendes à la mesure de sa démesure. Des générations ont rêvé, d'autres rêveront encore de partir à l'assaut d'un monde où, lorsqu'on habite au dernier étage, on se mouche dans les étoiles.

Mais le rêve américain n'est pas typiquement américain. C'est un rêve vieux comme le monde, réactualisé à la sauce ketchup. Un rêve qui peut se résumer en quelques mots : « la conquête du pouvoir ».

C'est dire si les cow-boys n'ont rien inventé... Or, l'Amérique nous a toujours montré ce qu'elle voulait bien montrer. Chester Himes et David Goodis ont brossé avec talent le tableau réaliste de l'Amérique tragique et sans issue des ghettos. Mais il aurait fallu, hélas, plus d'un Goodis et plus d'un Himes pour réveiller la génération précédente. L'œuvre de ces deux écrivains allait beaucoup plus loin que le simple roman noir, Truffaut et Benix l'avaient compris (1). Ils restent méconnus, l'Amérique et son vieux rêve se portent bien, merci ! Aujourd'hui, l'Europe subit la vague déferlante de la révolution conservatrice américaine et le pilonnage de l'idéologie reaganienne.

Aujourd'hui, l'Amérique n'y va plus par quatre chemins pour nous envoyer son idéologie. Le rêve américain nous arrive en pleine poire, épuisé de ses guirlandes hollywoodiennes et rock'n'rollesques. Ce rêve nous arrive nu, dépourvu de ses sun lights, ramené à son essence : la simple conquête du pouvoir, apologie du fric et de la réussite.

Allumez la télévision, ouvrez le journal, regardez les panneaux publicitaires autour de vous ; le nouveau credo est arrivé : il faut « en-tre-prendre » ! Il faut faire place nette sur son passage, être un gagnant, un battant, pour arriver à l'essentiel : devenir un « dé-cideur » !

Pour ceux qui confondent Tapie et messie, il y a une antidote : Hubert Selby. Pour ceux qui rêvasent encore, le nez dans les étoiles du drapeau américain, il y a un

remède : *Retour à Brooklin* (2). C'est un livre beau et terrible comme un cauchemar. Pire qu'un cauchemar, c'est la réalité quotidienne, flamboyante et pathétique de l'Amérique à la dérive.

Sarah Goldfarb est une mama juive comme il n'en existe plus qu'à Brooklin. Elle partage un appartement miteux avec quelques fantômes et une télévision que son zornard de fils lui vole régulièrement, histoire de se payer son « shoot » quotidien. Faussement sémiante, elle traîne dans Brooklin une terreur sans nom. Harry, le fils pas si indigne que ça ; Tyrone, l'ami de Harry ; et Marion, camée et donc fatalement « pute » ; tous aussi bouleversants, tous aussi terrifiés car, parfois, l'effroyable réalité les effleure : Brooklin, *no future* !

Bible des amoureux du roman noir, *Retour à Brooklin* se termine fatalement très mal, tout bascule dans la folie et la mort, parce que c'est la seule issue, parce qu'il ne peut en être autrement et parce que Selby met 300 pages à nous le faire comprendre ; que c'est ce qui pouvait leur arriver de mieux !

C'est le plus beau et le plus implacable réquisitoire des vingt dernières années. Un coup de poing à la gueule des Etats-Unis ! Un voyage au bout de la nuit américaine.

Gilbert FLAMANT
(Gr. de Lille)

(1) « Tirez sur le pianiste », de Truffaut, et « La lune dans le caniveau » de Benix.

(2) Hubert Selby, « Retour à Brooklin », collection 10/18, en vente à la librairie du Monde libertaire. Autres titres du même auteur : « Ascenseur pour Brooklin », « Le démon », « La Géole ».

ÉCOUTEZ
RADIO-LIBERTAIRE
89.4 MHZ
PARIS

« Les diables rouges » de Denis Langlois

APRÈS la politique et l'injustice expliquées aux enfants, Denis Langlois s'adresse de nouveau à eux (et aux plus grands) par le biais, cette fois, d'un récit. C'est une réelle histoire d'aventure, avec tous les éléments : des souterrains, une cabane au fond de la forêt...

Le cadre ? Une petite ville typique avec son église, son marché, sa fête annuelle et surtout son école et son instituteur, comme il s'en cache toujours dans un coin de nous souvenirs ou de notre mémoire collective. Ajoutez-y une galerie de portraits : des gosses, criants de vérité, et des gosses, campés en quelques phrases. Le tout est harmonieusement mêlé par le style de Langlois et entrecoupé de chouettes illustrations de Christophe Rouil.

S'ils n'étaient que cela, *Les diables rouges* (1) se détacheraient déjà nettement de la production ordinaire, mais tout cela n'est que le décor... Ce livre s'inscrit pleinement dans la cohérence de l'œuvre de Denis Langlois qui, de dossiers noirs en guides pratiques, de romans en « livres pour enfants », révèle sa fascination pour l'étude des rapports entre les citoyens et les institutions judiciaires, policières, etc. Une étude qui ne vise jamais à la neutralité, bien au contraire, et débouche vite sur l'apprentissage du refus, de la désobéissance civile.

N'en disons pas plus ! Pour les fêtes, voici un livre pour enfants superbement écrit, intelligent, et — pour une fois — parfaitement moral.

Michel LEBAILLY

(1) Denis Langlois, « Les diables rouges » (illustrations de Christophe Rouil), éditions Syros, collection « Croche-patte », 39 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.

« Dès patron-minet » de Didier Le Bornec

UN petit livre est paru récemment, *Dès patron-minet*, de Didier Le Bornec (1). Didier n'est pas un inconnu pour les lecteurs de la presse libertaire ou antimilitariste. Ses dessins ont fleuri les pages d'*Objections*, du *Réfractaire* ou du *Monde libertaire*. Des dessins au graphisme méticuleux, qui attaquent sans vergogne ces institutions anarchiques que sont, ou devraient être, l'armée, la religion, la famille.

Dans cet ouvrage, Didier met en scène un patron, métamorphosé en un étrange animal domestique. Ce patron est adopté par une famille bien française qui se laisse exploiter, sans comprendre que par son consentement elle perpétue le « règne du patron ».

Adopté du loto, des factures payées à temps et du travail accompli dans la discipline, cette famille vit, ou survit, tandis que le patron-minet fait ses griffes et pisse sur le divan, vole dans les assiettes et ronronne... Une bête à méditer, assurément, et à encourager car Didier nous promet la parution d'autres ouvrages.

Thierry MARICOURT

(1) Didier Le Bornec, « Dès patron-minet », 25 F, en vente à la librairie du Monde libertaire ou par correspondance aux éditions de Quat'Sous, B.P. 403, 80004 Amiens cedex (franco de port).

Dimanche 23 novembre, de 11 h à 12 h
sur France-Culture (93.35 MHz)
Maurice Joyeux parlera de son dernier livre
« Souvenirs d'un anarchiste »

Programmes de Radio-Libertaire

Jeudi 20 novembre

« Blues en liberté » (10 h à 12 h) : les marques anglaises et hollandaises dans le blues.

« Femmes libres » (12 h 30 à 14 h) : Adelheid Popp, la jeunesse d'une ouvrière.

« Enlivrez-vous » (16 h 30 à 17 h 30) : François Taillandier est invité pour son livre « Benoit ou les contemporains obscurs ».

« Emission spéciale » (18 h 30 à 19 h 30) : retransmission des débats du congrès de l'Internationale des fédérations anarchistes (I.F.A.).

« Jazz en liberté » (22 h 30 à 3 h) : retransmission d'extraits du 1^{er} Festival des musiques mutantes (Siegfried Keller Duo et Roy Haynes quartet).

Vendredi 21 novembre

« Et les croissants, bordel ! » (8 h à 10 h) : infos libertaires et musiques.

« Bonjour l'Asie » (10 h à 12 h) : voyages, carnet de route. La saga de la cithare chinoise.

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : l'outrecuidance ou la modestie de la science.

« Palais de Police » (15 h 30 à 17 h) : le Syndicat de la magistrature avant son congrès.

« L'Invité quotidien » (19 h à 21 h) : Bernard Wallon de la Ligue des droits de l'homme à propos du « business des droits de l'homme ».

Samedi 22 novembre

« L'Auberge espagnole » (8 h à 11 h 30) : entr'aide, infos et annonces...

« Chronique syndicale » (12 h 30 à 14 h 30) : le syndicalisme dans une union locale, aujourd'hui.

« Mémoire volée » (16 h à 17 h 30) : robotique et conditions de travail avec, comme invité, un représentant du C.N.A.M.

Dimanche 23 novembre

« Folk à lier » (12 h à 14 h 30) : spécial country. Petite histoire de la country musique avec les responsables de la Country Music Memorial, Gilbert Rouit et Alain Fournier.

« Liberte » (14 h 30 à 16 h 30) : après le congrès de l'I.F.A., le point sur le tiers monde. Evocation d'Emile Guillaumin, écrivain syndicaliste, avec Alain Crapeau et Gérard Pierron.

« Uk'ama » (18 h 30 à 20 h 30) : présentation intégrale d'un mythe indien du Pérou.

Lundi 24 novembre

« Allo maman bobo » (18 h 30 à 20 h 30) : paroles du guérisseur « des sciences ».

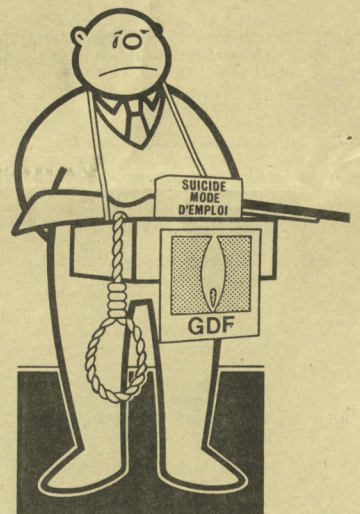
« Radio Libertaria » (20 h 30 à 22 h 30) : l'association « Si je savais » est invitée ce soir.

Mardi 25 novembre

« Les infos du mardi matin » (8 h à 10 h) : actualité et analyse libertaire...

Mercredi 26 novembre

« La musique sur tous les toits » (10 h à 12 h) : introduction à la musique contemporaine, 2^e partie : les futurs classiques.



souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

LE BEURRE ET L'ARGENT DU BEURRE

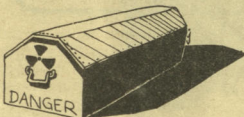
• ANTHROPOMÉTRIE.

La Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (C.N.I.L.) — qui a, dans sa nouvelle composition, le cœur à droite — a admis le principe de la prise d'empreinte digitale lors de l'établissement de la nouvelle carte « infalsifiable » (et informatisée).

Ses réserves : 1. Qu'il ne soit pas établi de fichier centralisé des empreintes. 2. Qu'il n'y ait pas de numérisation des empreintes enregistrées dans les fichiers départementaux. 3. Que les actes de naissance nécessaires à la délivrance de la future carte soient demandés directement par la préfecture aux maires. Rappelons que l'avis de la C.N.I.L. n'a aucun caractère décisionnel. Formalité remplie, M. Pasqua !

• **TAXE DE BASE.** Les Télécom assujettis à une T.V.A. de 18,6%... c'est tout bon pour les entreprises qui pourront la déduire des frais généraux. C'est tout bon pour l'Etat (7 milliards supplémentaires dans la « fouille »). C'est moins drôle pour les usagers puisque le manque à gagner de la Direction générale des télécommunications (14 milliards) va se reporter sur... tout le monde, via une augmentation de la taxe de base. Merci Baladur ! On respire !

• **AVENIR RADIEUX.** Suite à la catastrophe de Tchernobyl, deux conventions lient maintenant les Etats « nucléaires » (cinquante-huit en tout). Chaque Etat signataire doit avertir les autres Etats « sans délai » en cas d'accident « dans un réacteur quel que soit son emplacement » et dans « toute installation du cycle nucléaire ». Par ailleurs, la seconde convention oblige ses signataires à se prêter assistance.



Ces conventions, entrées en vigueur, sont prêtes à être appliquées effectivement par... trois pays pour la première (Tchécoslovaquie, Danemark et Norvège), un seul pour la seconde (Norvège). On est rassuré !

• **TCHERNOBÂLE.** Suite à l'incendie des usines Sandoz à Bâle (Suisse), la pollution du Rhin a atteint la Hollande (après la Suisse, la France et l'Allemagne). Il s'agit d'un rejet massif d'insecticide phosphorés et de composés organiques de mercure. Les spécialistes et observateurs tentent d'évaluer à présent les interactions chimiques pour mesurer les conséquences écologiques de cette catastrophe dont la Suisse a tenté, dans un premier temps, de minimiser la portée. Y'a pas l'feu au Rhin !

• **TAXE SUR LA PEUR.** Si elle est votée par le Parlement, la taxe destinée à financer les équipements de lutte contre le terrorisme dans les aéroports français devrait être appliquée dès le 1^{er} janvier 1987. Il en coûtera 3 F par passager sur les vols intérieurs et 5 F sur les vols internationaux.

CHÔMAGE

L'économie victime du droit du travail ?

DEPUIS le 16 mars, sinon avant, les syndicats — fort affaiblis par cinq ans de collaboration avec le pouvoir socialiste — ont à faire face à toute une série d'attaques du patronat et de l'Etat contre les acquis sociaux.

Flexibilité, simplification des procédures de licenciement, remise en cause du statut des fonctionnaires, attaques contre les travailleurs « privilégiés », création de sous-emplois (T.U.C., mesures 16-25 ans, bientôt peut-être le « complément de ressources », etc.), projet d'un S.M.I.C. jeunes, élargissement des possibilités de recours par les entreprises au travail temporaire... Autant de mesures destinées à abolir, à plus ou moins court terme, les notions de sécurité de l'emploi (notion pourtant déjà bien relative !) et de salaire minimum, deux des grands acquis sociaux du XX^e siècle. Politique indispensable, selon nos ministres, pour relancer l'emploi !

Si l'on peut douter de l'efficacité de telles mesures, si l'on ne peut que constater l'énorme cadeau ainsi fait au patronat, force nous est cependant d'admettre que ces mesures s'appuient sur des arguments d'une grande logique.

La théorie libérale du chômage

On connaît la confiance illimitée qu'accordent les libéraux au marché pour réguler l'économie. Ainsi, pour eux, s'il y a surproduction dans tel ou tel domaine industriel, c'est soit que la production ne correspond pas à un besoin réel de la population, soit que les prix sont trop élevés pour les consommateurs. Il suffira donc aux industriels, soit de baisser leurs prix afin de relancer les ventes, soit de se reconverter dans un nouveau secteur où la demande est forte (service, informatique, par exemple) pour rétablir le cours normal de l'économie.

C'est cette même analyse que les libéraux actuellement au pouvoir appliquent au phénomène du chômage. Celui-ci correspond pour eux

à une « surproduction » de main-d'œuvre. Pour rétablir le plein emploi, il est donc nécessaire aux travailleurs de baisser le prix de leur « force de travail » ou bien de se reconverter eux aussi dans les secteurs de pointe.

Or les avantages acquis par les travailleurs tout au long de multiples luttes syndicales, tels que le S.M.I.C. ou la réglementation des procédures de licenciement empêchent ces mécanismes du marché de jouer pleinement leur rôle dans le domaine de l'emploi. C'est donc le rétablissement de la libre concurrence entre travailleurs qui permettra, pour les libéraux, de résorber le chômage et c'est à cette tâche que travaillent nos actuels ministres, en profitant de la faiblesse des syndicats pour éliminer certaines règles gênantes du droit du travail.

L'unique solution ?

On peut alors légitimement se demander ce qu'est un système économique qui, pour bien fonctionner, se doit de maintenir les travailleurs dans une perpétuelle insécurité, tant au niveau de leur emploi que de leur salaire. Tout sans doute, sauf juste et humain.

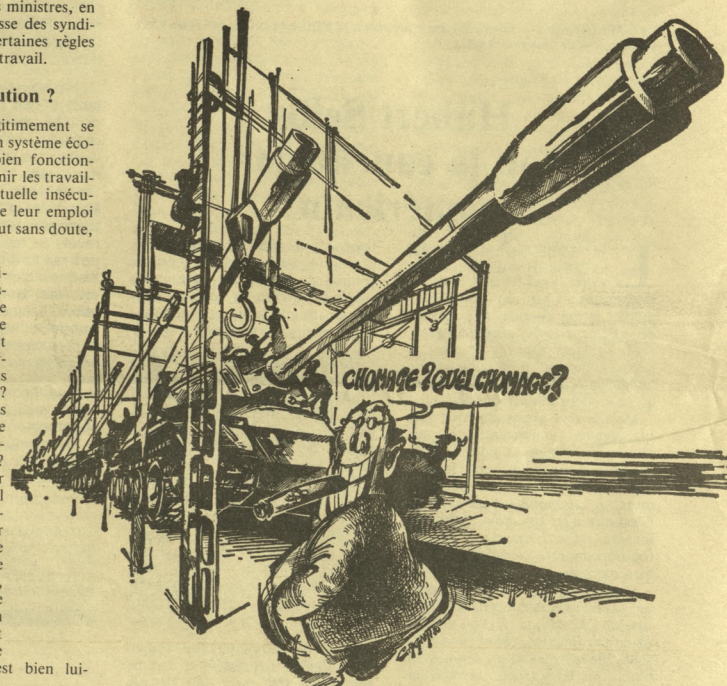
L'économie, destinée normalement à assurer à tous le bien-être matériel, ne peut-elle se concilier avec le droit pour chacun de conserver des revenus décents tout au long de sa vie ? N'y a-t-il pas d'autres moyens de combattre le chômage que de casser le droit du travail ? Il suffit de regarder l'immense travail qu'il reste à faire, ne serait-ce que pour améliorer les tristes conditions de vie qui restent encore le lot de tant de gens, pour se rendre compte que le chômage est un phénomène tout à fait subjectif, dont le système de marché est bien lui-même responsable.

Un tel travail ne pourra efficacement s'accomplir dans un système fondé sur la compétition et la réusite individuelles, mais bien dans le cadre d'une économie basée sur les valeurs de l'entraide et de la solidarité, tout en préservant la liberté d'initiative de chacun.

L'« économie sociale » a germé dans nos pays voici un siècle, sous l'influence de grands théoriciens tel que Proudhon et de bien d'autres militants. Elle n'a cessé depuis lors

de se développer en marge de la société capitaliste et comprend actuellement plusieurs centaines d'associations, de coopératives ouvrières de production, de coopératives de consommateurs, etc. Débarrassée de certaines tendances néfastes, dues essentiellement à la coexistence du système de marché et à l'omniprésence de l'Etat, elle pourrait fort bien constituer les racines de l'économie de demain.

P.P.



(Dessin de Cagnat.)

DES « T.U.C. » POUR LES 25 À 55 ANS

Le complément local de ressources

L'ETAT s'occupe beaucoup, il nous le répète assez, des jeunes chômeurs. Pour eux, il a créé les T.U.C., les stages d'insertion à la vie professionnelle (S.I.V.P.), les stages de qualification, les contrats jeunes volontaires, les contrats d'adaptation, les... tout stage où le jeune effectue un travail réel pour un salaire inférieur au S.M.I.C. et pour lesquels l'employeur bénéficie de substantielles aides de l'Etat (exonération des cotisations sociales ou de l'impôt sur les entreprises). Pour les chômeurs de plus de 55 ans, il y a la retraite anticipée... manquant donc quelque chose pour ceux de 25 à 55 ans.

Heureusement, Pierre Méhaignerie, ministre de l'Equipement, maire de Fougère et conseiller général du canton de Dinard a pensé combler cette lacune en mettant sur pied, début septembre, une expérience « sociale » en Ille-et-Vilaine : le « complément local de ressources » (C.L.R.), avec l'appui du ministère des Affaires sociales et de l'Emploi, et di conseil général.

Une initiative humanitaire

Le complément local de ressources vise, dans la formulation du projet, à « assurer à des personnes démunies de ressources un revenu minimum » et à « offrir en contrepartie une activité devant aider à leur réinsertion sociale et professionnelle ». En clair, les bénéficiaires devront accomplir un travail d'une durée de 10 à 20 heures par semaine pendant trois mois (contrat renouvelable trois fois) dans un organisme public ou une association à buts non lucratifs. En échange de ce travail, ils recevront une allocation mensuelle égale à la « différence entre un plafond, variable suivant la situation familiale des bénéficiaires et les ressources qu'ils perçoivent de toute part », soit un « salaire » qui, s'il reste bien en dessous du S.M.I.C., est quand même dans la plupart des cas plus élevé que celui d'un tuciste ou d'un S.V.I.P.

On serait tenté d'applaudir : enfin une initiative permettant d'apporter un petit supplément susceptible d'arrondir les fins de mois des chômeurs,

tout en évitant de les maintenir dans un assistantat dégradant !

Vous avez dit « humanitaire » ?

Cependant, on peut se poser bien des questions quant à l'efficacité de cette réinsertion sociale et à l'utilisation que feront les organismes d'accueil de ce substantiel apport de main-d'œuvre. Qu'advient-il en effet des « bénéficiaires » du complément local de ressources, une fois épuisées les possibilités de reconduite de leur contrat ? La formation reçue au cours de ces trois à neuf mois de stage est, au vu de l'expérience des T.U.C., plus qu'aléatoire, beaucoup n'étant employés par des associations « charitables » que pour des tâches d'entretien des locaux.

Les grands bénéficiaires seront sans doute certaines associations victimes de la baisse des subventions de l'Etat et ayant de faibles moyens en personnel. Certes, le projet stipule bien que les « bénéficiaires » du C.L.R. « ne devront pas se substituer aux salariés de l'organisme, ni occuper un emploi permanent vacant » et que « leur activité ne devra pas concurrencer les activités économiques existantes ».

Mais on sait que de telles dispositions figurent aussi dans les textes relatifs aux T.U.C. Ce qui n'a pas empêché certaines associations de fonctionner grâce au travail permanent des seuls T.U.C. et autres stagiaires à bon marché. On a même vu des petites annonces demandant des stagiaires T.U.C. ayant un B.E.P. de comptabilité ou de dactylo, quand ce n'est pas un niveau... B.T.S. ! D'ici à ce qu'une telle utilisation soit faite des compléments locaux de ressources, une fois ceux-ci entrés dans les mœurs et étendus à toute la France, il n'y a pas des kilomètres !

Cette initiative de « réinsertion sociale et professionnelle » risque fort en fait de consister à former des chômeurs à accepter n'importe quel boulot précaire pour un salaire de misère... Plus globalement, elle participe de l'œuvre du gouvernement actuel dans la déréglementation du travail.

P.P. (Saint-Malo)